



Transferts Monétaires, Autonomisation et Genre au Tchad

VAM Etude Genre et Marchés #12

2017



Programme
Alimentaire
Mondial



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Le programme « Zéro Faim » met l'accent sur l'importance de renforcer l'autonomisation économique et soutient l'Objectif de Développement Durable 2 qui vise à *doubler les revenus et la productivité des petits producteurs*. L'intérêt croissant porté sur les marchés résilients peut apporter des contributions importantes aux systèmes alimentaires durables et édifier la résilience. La participation aux systèmes de marché n'offre pas seulement la possibilité d'assurer ses moyens de subsistance, mais elle permet aussi de se prendre en charge, de préserver sa dignité, de créer du capital social et d'augmenter la confiance en soi. L'analyse de la sécurité alimentaire doit tenir compte des questions de violence et de discrimination sexistes afin de fournir une assistance adaptée aux plus vulnérables.

La politique de nutrition du PAM (2017-2021) réaffirme que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour assurer une bonne nutrition et des moyens de subsistance durables et résilients fondés sur les droits de l'homme et la justice. C'est pour cela que l'analyse sexospécifique dans les programmes de nutrition est une composante fondamentale pour réaliser les ODD. L'initiative VAM *Genre et Marchés* du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre vise à renforcer l'engagement, la responsabilité et les capacités du PAM et de ses partenaires en matière de sécurité alimentaire et d'analyse nutritionnelle tenant compte des sexospécificités, et ce, aux fins d'élaborer des interventions basées sur le marché qui favorisent l'autonomisation des femmes et des populations vulnérables. La série d'études régionales *Genre et Marchés* du VAM servira de base empirique et permettra de faire le lien avec l'ODD 5 dont le but est de *réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles*.

Tous droits réservés pour tous pays
Edition française, 2017-2018
Copyright © Programme Alimentaire Mondial
Bureau Régional Dakar

Auteur : Ali Abdoul Salami
Révision et mise en page : William Ndiaye

Pour plus d'information, contacter :

Programme Alimentaire Mondial

Simon Renk (Conseiller Régional des Marchés) : simon.renk@wfp.org

Desiree Zwanck (VAM Spécialiste Genre) : desiree.zwanck@wfp.org

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Liste des Acronymes | 4 |
| Table des Illustrations | 5 |
| Remerciements | 6 |
| Résumé Exécutif..... | 7 |
| 1. Introduction | 13 |
| 1.1 Contexte et justification de l'étude | 13 |
| 1.2. Revue documentaire sur les transferts monétaires | 14 |
| 1.3 Le Genre et les Marchés au Tchad | 16 |
| 1.4. Justificatif et objectifs de l'étude..... | 16 |
| 2. Concept et méthodologie | 19 |
| 2.1. Questions de recherche | 19 |
| 2.2. Méthodologie..... | 19 |
| 2.3 Ciblage géographique et échantillonnage | 20 |
| 2.4 Outils et collectes de données sur le terrain | 20 |
| 2.5 Partenaires..... | 21 |
| 3. Principaux Résultats | 23 |
| 3.1. Contexte de la zone d'étude | 23 |
| 3.2. Effets des CBT sur la sécurité et les moyens d'existence des ménages..... | 25 |
| 3.3. Effets des CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et groupes vulnérables | 27 |
| 3.4. Effets des CBT sur les marchés..... | 28 |
| 3.5. Défis & opportunités existantes des CBT | 30 |
| 3.6. Discussion autour des questions de recherche | 31 |
| 4. Conclusions et Recommandations | 35 |
| ANNEXES | 36 |
| A1. Support de discussion Informateurs clés (Partenaires du PAM / Service Etatique)..... | 36 |
| A2. Questionnaire Communautaire (Femmes/Associations de Femmes)..... | 37 |
| A3. Questionnaire Communautaire (Marchés/Commerçants)..... | 41 |
| A4. Questionnaire Communautaire (Association/Groupement de Jeunes)..... | 43 |
| A5. Questionnaire Commerçant | 45 |
| A6. Questionnaire Transporteurs | 54 |
| A7. Questionnaire Marché..... | 57 |

Liste des Acronymes

| | |
|---------|--|
| AGR | : Activités Génératrices de Revenu |
| CBT | : Cash-Based Transfer |
| CO | : Bureau de Pays <i>Country Office</i> |
| ENSA | : Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire |
| FAO | : Food and Agriculture Organisation |
| HCR | : Haut-Commissariat pour les Réfugiés |
| IRW | : Islamic Relief Worldwide |
| OCHA | : Bureau de la coordination des affaires humanitaires <i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i> |
| ODI | : Institut pour le développement d'outre-mer <i>Overseas Development Institute</i> |
| ONG | : Organisation Non-Gouvernementale |
| OXFAM | : Comité d'Oxford pour le secours des victimes de la faim <i>Oxford Committee for Famine Relief</i> |
| PAM | : Programme Alimentaire Mondial |
| PDM | : Suivi post-distribution <i>Post-Distribution Monitoring</i> |
| RBD | : Bureau Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre <i>Regional Bureau Dakar</i> |
| RCA | : République Centrafricaine |
| RGPH | : Recensement Général de la Population et de l'Habitat |
| SACO | : Service d'Assistance Canadienne aux Organismes |
| SECADEV | : Secours Catholique Pour le Développement |
| SIF | : Secours Islamique de France |
| UNHCR | : Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés <i>United Nation High Commissioner for Refugees</i> |
| VAM | : Unité d'Analyse et de Cartographie de la Vulnérabilité du PAM <i>Vulnerability Analysis and Mapping unit of PAM</i> |

Table des Illustrations

| | |
|---|------------------------------------|
| Figure 1. Localisation des sites CBT | 23 |
| Figure 2. Données démographiques, par site | 24 |
| Figure 3. Proportion des ménages, par classe de consommation alimentaire..... | 24 |
| Figure 4. Proportion de ménages, par classe de sécurité alimentaire | 24 |
| Figure 5. Risque sécuritaire..... | 25 |
| Figure 6. Activités principales et leur contribution moyenne au revenu du ménage | Erreur ! Signet non défini. |
| Figure 7. Nombre moyen de commerçants grossistes pour les produits les plus sollicités | 29 |
| Figure 8. Nombre moyen de commerçants détaillants pour les produits les plus sollicités | 30 |

Remerciements

Le Bureau du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Tchad a mandaté Monsieur Ali ABDOUL SALAMI, Consultant Agroéconomiste, afin de conduire l'étude "Genre et Marchés", dont le thème est le suivant : *Rôle des transferts monétaires pour l'autonomisation des femmes*.

L'étude a débuté le 14 juillet 2017, avec une phase d'appropriation conceptuelle, de recherche documentaire et de préparation méthodologique qui s'est terminée le 23 août 2017. L'enquête de terrain a couvert la zone sud et s'est déroulée du 06 au 11 septembre 2017 à Goré, Sido et Moundou.

Le Consultant adresse ces sincères remerciements aux équipes du PAM basées au Bureau Régional de Dakar (RBD, *Regional Bureau Dakar*), au Tchad (Njamena et Sous-bureau de Gore) pour leur soutien sans faille et leur franche et sincère collaboration dans la réalisation de cette étude.

Les remerciements s'adressent également aux autorités administratives, religieuses et traditionnelles et aux responsables des structures sectorielles techniques à Goré et aux principaux partenaires du PAM sur le terrain.

Résumé Exécutif

L'initiative Genre et Marchés du Bureau Régional Dakar (RBD, *Regional Bureau Dakar*) du PAM a permis de réaliser deux études au Tchad. La première étude intitulée "Genre et Marchés" réalisée en août 2016 se focalisait sur les enseignements et les bonnes pratiques pour le développement des outils afin d'évaluer et suivre les aspects de genre et d'autonomisation dans les interventions du PAM. La deuxième étude menée dans le cadre d'une analyse comparative de trois pays sahéliens dont le Tchad, fournissait une base de connaissance sur les interactions entre dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest. Le cas présenté pour le Tchad est spécifique au Bassin du Lac Tchad et donc n'est pas assez représentatif pour tirer des conclusions généralisables. Par ailleurs CARE International a également entrepris une étude en décembre 2016, pour mesurer les impacts ou effets des transferts monétaires sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire au Tchad. Une des conclusions de cette étude était que les transferts monétaires ont eu un effet positif sur le genre et les relations sociales au sein des ménages et les témoignages des femmes ont révélé que l'étude abordait très peu le volet autonomisation de femmes.

L'objectif de cette étude est de mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes induite par les interventions basées sur les marchés au Tchad par lesquelles le PAM assiste les réfugiés et les retournés au travers de la distribution d'espèces ou de bons d'alimentation. Plus précisément la présente étude veut comprendre ***comment les transferts monétaires (CBT, Cash-based Transfers) contribuent à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad.***

L'étude de cas du Tchad a couvert la zone sud du pays. Cette zone sud du Tchad est une zone agricole par excellence et les principales activités exercées par les ménages restent l'agriculture et l'élevage. La présente étude concerne les régions des deux Logones (Orientale et Occidentale) et le Moyen Chari. Depuis 2014, cette zone est caractérisée par un afflux de réfugiés et de retournés tchadiens fuyant les tensions politiques de la crise centrafricaine. Le PAM assiste dans cette zone plus de 70.000 bénéficiaires composés de retournés Tchadiens (81%) et de réfugiés (19%). Ces bénéficiaires sont localisés dans 13 sites répartis dans les régions de Logone Occidentale, Logone Orientale et le Moyen Chari. Selon l'enquête Post-Distribution Monitoring (PDM) réalisée en mai 2016, 43% des ménages interrogés s'adonnent à l'agriculture, 34% pratiquent l'élevage et 4% la pêche.

Effets des interventions CBT sur la sécurité et les moyens d'existence de ménages

Dans 3 sites sur 4 visités, les bénéficiaires affirment qu'ils souhaitent avoir une assistance en argent plutôt qu'en nature. Cette préférence marquée pour le cash s'explique par les raisons suivantes :

- Le cash leur permet l'achat d'articles non alimentaires, moins chers en dehors du site ;
- Le cash leur donne une certaine autonomie dans la gestion ;
- Le cash leur donne la possibilité de développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Sur les 4 sites, les discussions de groupes révèlent que **c'est le mari qui reçoit** le coupon même si le plus souvent c'est la femme qui assiste à la foire pour échanger les bons contre les vivres. **C'est le mari qui décide de comment sera utilisé le transfert d'espèces** dans les 3 camps de retournés

(Danamadja, Djako et Sido) ; en revanche dans le camp de réfugiés de Dosseye, la décision est prise de manière consensuelle par le mari et la femme.

Le transfert d'espèces reçu a servi principalement à l'achat de nourriture, aux soins de santé et à reconstituer les moyens d'existences. Lors des groupes focus 100% des participants ont déclaré que le CBT a contribué à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires en :

- Atténuant les effets des crises alimentaires ;
- Améliorant l'accès aux services de santé ;
- Améliorant la situation sociale du bénéficiaire.

Effets des interventions CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et groupes vulnérables

Les femmes bénéficiaires pratiquent des activités commerciales (petit commerce de détail) dans les sites de retournés/refugiés. Ce petit commerce consiste en la vente de produits alimentaires comme les farines de mil, le riz, l'oignon, les pâtes, le sel, etc. Les femmes s'approvisionnent sur les marchés des villages hôtes et les principaux clients qui achètent leurs produits sont les retournés/refugiés. Cent pour cent des femmes participant au focus groupes ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales. C'est-à-dire que ces femmes décident la plupart du temps de leurs activités commerciales. Les sites des retournés constituent une opportunité pour développer des activités génératrices de revenu.

Plus de 75% des femmes présentes affirment avoir accès aux ressources productives du ménage et la décision de l'utilisation de ces ressources est prise de manière consensuelle entre le mari et la femme. Si la femme est cheffe de ménage, elle exerce tous les droits sur les ressources productives.

Dans les 4 sites visités, toutes les femmes qui ont participé aux groupes de discussion sont membres d'au moins une association. Ces femmes affirment qu'elles s'expriment en toute liberté sur les questions de marchés. Cependant leur participation au conseil d'administration laisse à désirer ; le plus souvent ce conseil est centralisé au niveau des hommes. En plus ces organisations de femmes ne sont pas impliquées dans le processus de distribution. Cela constitue un défi majeur pour ces femmes qui cherchent à devenir économiquement et socialement autonomes.

Les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées sont :

- Le manque de crédit pour s'engager dans des AGR ;
- La non-implication des femmes ou, dans certains cas, la faible prise en compte de leurs opinions lors des prises de décision par les hommes ;
- Le manque de formation des femmes ;
- Le fait de ne pas posséder de pièces d'identités ou documents officiels.

À ceux-là s'ajoute aussi le vide juridique concernant le statut du retourné.

Dans les quatre sites visités, les bénéficiaires déclarent que l'assistance CBT du PAM a eu un impact positif sur l'alimentation du ménage en ce sens que le bon de 6 000 FCFA/mois (pleine ration) permet de couvrir les besoins alimentaires du ménage pour un mois. Cependant la demi-ration (3 000

FCFA/ménage) qui est actuellement distribuée ne couvre que deux semaines.

L'organisation des foires commerciales pour échanger les coupons contre de produits alimentaires sur les sites permet la création des emplois saisonniers pour les jeunes et stimule le développement de petit commerce en particulier pour les femmes. Ceci contribue à diversifier les sources de revenus et à améliorer l'économie du ménage.

Selon les jeunes du site de Danamadja, les interventions CBT ont aussi contribué à retenir les hommes dans les sites et à limiter la migration vers le centre-ville de Goré.

Effet des interventions CBT sur les marchés

Les résultats de l'enquête montrent qu'il n'existe pas de problème d'accessibilité aux marchés dans les différents sites des retournés/réfugiés. En effet dans 100% des sites visités, les marchés sont accessibles pour la plupart des clients soit par piste rurale comme le cas de Sido, Danamadja et Dosseye ou par voie bitumée au niveau du site de Djako. Les habitants des villages parcourent en moyenne 4 km pour venir sur les principaux marchés. Les clients peuvent faire face à certains défis liés à la sécurité tels que les incidents, l'insécurité ou le petit banditisme.

Neuf commerçants, tous des hommes, participent au programme CBT, 5 d'entre eux se trouvant à Goré et 4 à Sido. Les produits les plus sollicités sont : le riz local/importé, farine de blé/maïs/manioc, haricot, pâtes alimentaires, l'huile d'arachide. Globalement, pour ces produits les plus sollicités sur les deux marchés, le nombre moyen de commerçants a évolué à la hausse suite aux interventions CBT. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur l'évolution du nombre moyens de commerçants aussi bien grossistes que détaillants.

| NOMBRE DE COMMERÇANTS | | | |
|-----------------------|--------------|--------------|-------------|
| Type de Commerce | Avant le CBT | Actuellement | Pourcentage |
| Grossistes | 36 | 65 | 81% |
| Détaillants | 253 | 384 | 52% |

On remarque que sur le marché de Goré le nombre moyen de grossistes a plus que doublé après le lancement des interventions CBT. Le nombre moyen de détaillants suit également la même tendance, ce qui traduit un regain d'intérêt pour la commercialisation de ces produits. Les commerçants affirment également une augmentation de leur chiffre d'affaire et une diversification de leurs chaînes d'approvisionnement. A Sido par contre, le nombre moyen de grossistes et détaillants pour les principaux produits baisse respectivement de 26% et de 37% après la mise en place des interventions CBT. Les raisons avancées par les commerçants pour justifier cette baisse concernent la dégradation avancée de la route qui cause beaucoup de pertes ainsi que la détérioration des marchandises.

Les défis et les opportunités existantes pour les interventions CBT

- **Insuffisance des ressources** : l'assistance du PAM au profit des retournés/réfugiés n'a pas été régulière tout au long des deux dernières années par manque de financement. En effet en 2016 il y a eu 5 distributions sur 12 et, pour l'année en cours, seulement 4 distributions ont

pu être effectuées. La valeur du coupon est passée de 6 000 FCFA/mois à 3 000 FCFA/mois. Cette ration réduite de moitié ne couvre pas tous les besoins alimentaires des bénéficiaires qui sont obligés de recourir à d'autres stratégies parfois néfastes comme la prostitution de survie pour combler le manque.

- **Le transfert d'espèces est limité seulement à l'achat de produits alimentaires (céréales, légumineuses, huile, sucre, etc.)** pour une certaine période et ne constitue pas un paquet intégré pour encourager par exemple l'accès aux services sociaux de base (éducation, soin de santé, etc.).
- **L'accès aux ressources, notamment à la terre et au pâturage, accentuent les conflits cultivateurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs** : selon le bureau OCHA à Goré, l'arrivée de réfugiés et retournés de la RCA et la fermeture des frontières avec la République Centrafricaine (RCA) depuis 2014 ont freiné les mouvements de transhumance entre les deux pays et ont exacerbé ce manque de pâturage et de débouchés pour le cheptel. Les questions d'accès à la terre sont récurrentes dans les villages d'accueil et villages autour des sites et camps et affectent les rapports intercommunautaires. La fermeture de la frontière avec la RCA s'est traduite par une réduction des opportunités d'échanges commerciaux pour les commerçants locaux.
- **Le retrait de plusieurs acteurs humanitaires des sites de retournés du sud** suite au manque de financements, couplé à l'absence de programmes de développement et de solutions durables, a entraîné la réduction des standards humanitaires minimums dans tous les secteurs, particulièrement dans les sites de retournés¹.
- **L'absence de documentation civile pour les retournés** constitue un véritable facteur limitant leur liberté de mouvement, l'autosuffisance, l'accès aux services sociaux de base et par conséquent leur intégration socio-économique.
- **Risque de protection** : La violence sexuelle et sexiste affecte à la fois les réfugiés de la RCA, les nouveaux/anciens arrivés et les communautés d'accueil, et constitue l'un des principaux risques de protection pour la communauté. Selon le HCR, une évaluation participative réalisée en 2014 dans le camp de Dosseye a révélé que les filles de 12 à 17 ans et les femmes célibataires sont les plus touchées par la violence sexuelle et sexiste. En raison de l'extrême pauvreté, les jeunes filles sont souvent exploitées par des hommes qui leur exigent des rapports sexuels en échange des moyens de survie. De même, le mariage des filles est très courant au Tchad.
- **La pauvreté structurelle** et le manque d'initiatives de développement ou l'absence de mesures durables d'accompagnement, continuent de fragiliser davantage les conditions de vie des retournés/réfugiés et des populations hôtes.

L'assistance du PAM aux victimes de la crise en RCA dans le sud du Tchad a permis d'atténuer les souffrances des réfugiés et retournés tchadiens. La distribution de bons de valeurs aux bénéficiaires

¹ OCHA/Tchad, Bulletin Humanitaire N°5, mai 2017.

leurs donne la liberté de choix de denrées à acheter sur les marchés locaux. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. Toutefois du fait que les distributions ont été irrégulières tout au long des deux dernières années, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent davantage leurs moyens d'existence et les rendent de plus en plus vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre la capacité d'autonomisation des ménages, en particulier des femmes.

Les activités du CBT ont stimulé l'économie locale tant au niveau des sites/camps, que dans la communauté hôte.

L'émergence d'opportunités économiques, en particulier pour les femmes, à travers le petit commerce et la création d'emplois saisonniers pour les jeunes constituent des effets positifs induits par les interventions CBT.

En plus des défis structurels évoqués plus haut les femmes font aussi face au manque de crédit pour faire des AGR, la non-implication des femmes ou, dans certains cas, la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes, ainsi que le manque de formation limitent leur employabilité, et le manque de documentation civile rend difficile leur intégration socio-économique.

La recherche de l'autonomisation constitue une quête, une aspiration légitime non seulement pour les bénéficiaires (réfugiés/retournés), mais aussi pour la communauté hôte. Les interventions CBT ont une influence sur le genre et les relations sociales au sein du ménage. Le CBT est une opportunité conduisant vers l'autonomisation des groupes vulnérables, en particuliers des femmes. Cependant dans le contexte actuel au sud du Tchad, beaucoup reste à faire pour atteindre une véritable autonomisation des femmes. Nous proposons les recommandations ci-dessous :

- Compléter la valeur du bon de 3 000 FCFA à 6 000 FCFA/mois afin de permettre aux bénéficiaires de mieux faire face aux difficultés alimentaires du moment. Ce qui suppose que le PAM redouble d'efforts dans le plaidoyer et la mobilisation des ressources.
- Plaider en faveur de la mise en place de mesures d'accompagnement et de solutions plus durables et résilientes pour la population hôte afin de renforcer les moyens d'existence et de stimuler le développement d'initiatives locales de créations d'emplois pour les jeunes.
- Envisager de nouvelles approches d'intervention CBT susceptibles d'encourager la formation des jeunes et des femmes afin d'accroître leur potentiel d'employabilité.

D'autres pistes qui pourraient être explorées par le PAM seraient :

- D'envisager la possibilité de faire des activités intégrées à travers le CBT qui vont cibler spécifiquement les femmes : par exemple en plus du bon on pourrait donner des espèces aux femmes pour les aider à s'engager dans des activités génératrices de revenus.
- Cibler plus de femmes commerçantes comme fournisseurs du PAM pour le CBT, même s'il est question de discrimination positive. Cela encouragerait l'engagement des femmes sur les marchés.



Photo: WFP/Maria Smentek

1. Introduction

1.1 Contexte et justification de l'étude

Le Bureau Régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, au travers de son unité d'Analyse et de Cartographie de la Vulnérabilité (VAM, *Vulnerability Analysis and Mapping*), a lancé une initiative régionale Genre et Marchés concernant l'autonomisation des femmes sur les marchés agricoles de la région. Au travers de cette initiative le PAM vise à renforcer la collecte et l'analyse des données sur les rôles, les défis et l'autonomisation des femmes et des hommes dans les marchés alimentaires. Après une première phase d'enquête bouclée en aout 2016 qui a permis de constituer une base de connaissances sur les dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest, le PAM a lancé une seconde phase d'études (décembre 2016 – novembre 2017) pour mieux approfondir la compréhension de la thématique Genre et Marchés, mais aussi pour tenter de trouver des solutions pratiques à certains problèmes identifiés lors de la phase initiale.

Le Tchad fait partie des pays cible de l'initiative Genre et Marchés. Deux études de cas ont été conduites par l'unité VAM du Bureau Régional de Dakar. Les conclusions préliminaires de l'initiative Genre et Marchés révèlent que les femmes et les hommes sont généralement actifs dans les chaînes de valeur agricoles d'Afrique de l'Ouest, mais qu'ils ont tendance à assumer des rôles et des responsabilités différentes à chaque niveau. Les femmes en Afrique de l'Ouest sont affectées de manière disproportionnée par un accès limité aux ressources productives, aux marchés, aux capitaux, aux moyens de subsistance, etc., et elles font également partie des populations les plus vulnérables durant les conflits et les crises. Les résultats reflètent, entre autres, la nécessité

d'introduire des indicateurs socioéconomiques supplémentaires dans l'analyse comparative entre les sexes afin de mieux comprendre les vulnérabilités et l'autonomisation.

En réponse aux conclusions préliminaires de l'initiative sur le Genre et les Marchés, plusieurs nouveaux domaines d'intérêt liés aux zones d'intervention régionales du PAM ont été identifiés pour des recherches et des essais supplémentaires particulièrement pertinents pour les programmes et opérations humanitaires actuels ou prévus et/ou uniques en ce qui concerne l'approche requise pour répondre aux nouvelles questions de recherche.

Pour le cas du Tchad, le thème de l'étude s'intéresse au **rôle des CBT pour l'autonomisation des femmes et populations marginalisées.**

Le conflit dans le nord-est du Nigéria provoqué par Boko Haram a entraîné des déplacements généralisés, des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, des risques de protection et une crise humanitaire croissante. Au cours de ses huit années, la crise a entraîné le déplacement de 2,1 millions de personnes ayant fui leurs maisons, dont 1,8 millions actuellement déplacés à l'intérieur de leur pays et 0,2 million dans les pays du Cameroun, du Tchad et du Niger². Les niveaux de pauvreté semblent avoir été exacerbés par de nombreux conflits mais aussi par des catastrophes naturelles et conditions climatiques difficiles³.

Au Tchad, 2,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire dont 380 320 en insécurité alimentaire sévère. Selon UNHCR, plus de 614 000 personnes sont en déplacement et on dénombre 438 100 enfants en malnutrition⁴.

² <http://www.unocha.org/nigeria/about-ocha-nigeria/about-crisis>

³ <http://www.unocha.org/tchad>

⁴ <http://www1.wfp.org/countries/chad>

L'initiative de l'assistance alimentaire inconditionnelle à travers des transferts monétaires a fait ses preuves et s'est révélé être une pratique « tampon » efficace en période de crise. Les transferts monétaires contribuent à satisfaire les besoins immédiats des bénéficiaires les plus pauvres et à éveiller chez eux un sentiment d'espoir et de sécurité permettant d'envisager l'avenir plus sereinement⁵.

Les CBT permettent notamment d'influer positivement sur l'adaptation et la résilience des ménages et communautés locales particulièrement en période difficile.

1.2. Revue documentaire sur les transferts monétaires

Historique des programmes de transfert monétaire⁶

Les programmes de transfert monétaire, même s'ils sont considérés comme des innovations majeures dans l'aide ou l'assistance humanitaire de nos jours, ne sont pas nouveaux. En effet, les premiers dispositifs d'aide monétaire ont été mis en place aux États Unis par Clara Barton (Fondatrice de la Croix Rouge Américaine) suite à deux évènements d'urgence humanitaire : la guerre Franco-Allemande 1870-71 et après le passage de l'ouragan Galveston au Texas en 1900. À partir des années 1990, beaucoup d'organismes humanitaires ou de développement ont de plus en plus fait recours aux transferts monétaires et aux coupons alimentaires pour apporter une assistance et un soutien aux personnes se trouvant dans une situation d'urgence humanitaire. L'emploi de ces instruments s'est aussi considérablement intensifié dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale pour lutter contre la pauvreté. De nos jours, les programmes de types monétaires et basés sur les marchés font partie de "la boîte à outils" des

mécanismes de transferts de ressources aux populations vulnérables.

L'Union Africaine, à travers son plan d'action du Cadre de Politique Social (2008) a en effet poussé de nombreux pays membres à accorder la priorité aux stratégies de protection sociale, notamment aux transferts monétaires. Souvent soutenues par des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, ces stratégies basées sur les transferts monétaires sont destinées à faire reculer l'insécurité alimentaire et la pauvreté, mais aussi à promouvoir la fréquentation scolaire et le bien-être des enfants.

Le rôle des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes, le genre et la protection

Les interventions CBT sont conçues et mises en œuvre selon différents contextes sociaux et dans des situations humanitaires distinctes. L'impact sur les femmes dépend beaucoup du contexte. Des études d'impact conduites sur le terrain par divers intervenants humanitaires ont apporté des évidences sur les avantages et le rôle positif des CBT sur l'autonomisation, le genre et la protection. Selon une étude conjointe⁷ de CONCERN et OXFAM GB, les transferts monétaires ciblant les femmes contribuent à améliorer les relations au sein des familles car les femmes ont une meilleure estime de soi et une plus grande confiance quant à la gestion de l'argent reçu. Le Overseas Development Institute (ODI), dans une revue de littérature sur les impacts des transferts monétaires, a montré que les effets productifs des transferts en espèces peuvent être améliorés en ciblant les femmes, parce qu'il a été constaté que les transferts en espèces amènent les ménages dirigés par des femmes à investir davantage dans les actifs économiques et à accroître les investissements productifs, ce qui contribue à leur autonomisation économique⁸.

⁵ L'impact des programmes de transferts sociaux monétaires sur les dynamiques communautaires en Afrique subsaharienne. FAO, Document de recherche, Septembre 2016.

⁶ Paul Harvey et Sarah Bailey dans Revue de bonnes pratiques/Programmes de Transfert monétaires/Overseas Development Institute/Juin 2011.

⁷ Des convictions à la pratique : Transferts monétaires et dynamique des genres

⁸ The impact of cash transfers on women and girls/A summary of evidence, March 2017

L'autonomisation économique des femmes est un processus qui comporte essentiellement deux volets : les ressources et les possibilités⁹. Les ressources de production sont les avoirs dont les femmes ont besoin pour progresser économiquement. Cela comprend des actifs corporels comme des ressources financières (revenu, épargne, crédit) et des ressources physiques (terre, logement, technologie), ainsi que des actifs incorporels comme des compétences, un savoir-faire technique et une reconnaissance sociale.

Plusieurs arguments soutiennent le plaidoyer en faveur des transferts monétaires :

- **Flexibilité, choix et dignité** : en utilisant les transferts monétaires, on donne la possibilité aux bénéficiaires de choisir, selon le contexte et en fonction de leurs priorités, les biens dont ils auront besoin.
- **Autonomisation** : L'injection d'argent dans le ménage confère aux bénéficiaires une forme de restitution du contrôle de leur situation immédiate. Le fait de recevoir de l'argent par exemple peut permettre aux femmes de retrouver un certain pouvoir décisionnel au sein du foyer.

L'accès aux institutions financières permettant d'avoir des comptes bancaires, par exemple, pourrait aussi redonner un certain pouvoir aux bénéficiaires, en particulier les femmes, sur le long terme.

- **Renforcement du commerce au niveau local** : l'injection d'argent ou de bons d'achats auprès des commerçants locaux contribue beaucoup à la relance de l'économie locale avec des effets multiplicateurs avérés.
- **Efficacité en termes de temps et de coût** : si le contexte du marché est favorable (c'est-à-

dire en termes de disponibilité et d'accessibilité des produits alimentaires, les transferts monétaires peuvent être plus rapides que l'importation de vivres. Ceci permet de faire des économies en supprimant les coûts de logistique, de stockage, de manutention et de distribution.

- **Réduction des stratégies d'adaptation négatives** : les populations affectées par une crise sont souvent contraintes d'utiliser des stratégies préjudiciables au développement de moyens d'existence à long terme notamment en vendant des actifs productifs tels que leurs animaux. Toutefois, les expériences ont démontré que les transferts monétaires peuvent réduire la nécessité d'employer de telles stratégies d'adaptation négatives.

Bons d'alimentation et transferts monétaires au PAM

Au niveau du PAM, le plan stratégique 2008-2013 concrétise le passage de l'aide à l'assistance alimentaire. Ce fut dans un contexte mondial caractérisé par une flambée des prix alimentaires ayant suscité un regain d'intérêt des donateurs pour les bons d'alimentation et les transferts monétaires dans les situations d'urgence. Dès lors le PAM a adopté une politique¹⁰ relative à l'utilisation de bons d'alimentation et transfert monétaires comme instruments d'assistance alimentaire. Le PAM dispose de trois modalités de transfert de ressources aux bénéficiaires :

- Remise de produits alimentaires (provenant d'une contribution en nature et/ou achetés) ;
- Remise de bons (papiers ou électronique permettant d'acheter des vivres) ;
- Remise d'espèces (cash immédiat ou compte caisse).

⁹ L'autonomisation économique des femmes : Perspectives SACO.

¹⁰ Bon d'alimentation et transferts monétaires comme instrument d'assistance alimentaire : enjeux et perspectives. Document présenté au Conseil d'administration du PAM en sa session du 27 au 30 octobre 2008.

Les deux dernières modalités utilisant les bons d'alimentation et les transferts monétaires sont de nos jours connus sous le terme *Cash-Based Transfers* (CBT).

L'utilisation du CBT par le PAM ouvre de nouvelles perspectives de prise en charge des activités par les partenaires et les gouvernements à mesure que les bénéficiaires améliorent leurs moyens de subsistance et que les autorités renforcent leurs capacités.

1.3 Le Genre et les Marchés au Tchad

Le genre est un concept sociologique désignant les "rapports sociaux de sexe", et de façon concrète, l'analyse des statuts, rôle sociaux, relations entre les hommes et les femmes. En d'autres termes, le genre renvoie aux rôles sociaux des hommes et des femmes et qui sont fixés par le contexte socio-culturel, économique et politique dans lequel ils vivent. Le concept genre comme approche de développement se fonde sur la justice sociale et sur le fait que le maintien des femmes et autres catégories marginalisées dans une position inférieure nuit au développement¹¹.

D'après les données du deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2, 2009), le Tchad compte 11.175.915 habitants, dont 49,3% d'hommes et 50,7% de femmes. On dénombre 387.815 nomades (3,5%) et 10.788.100 sédentaires (96,5%). Cette population comprend 291.233 réfugiés (2,6%) venant principalement du Soudan et de la République Centrafricaine. Le taux de croissance démographique intercensitaire est de 3,5% par an.

L'espérance de vie à la naissance est de 49 ans en milieu urbain et de 50,8 ans en milieu rural. Sur l'ensemble du territoire, elle est de 50,3 ans.

La proportion de la population âgée de 18 ans et plus est beaucoup plus élevée chez les femmes (44,4%) que chez les hommes (40,8%). Il en est ainsi dans toutes les régions à l'exception de Ndjamena (47,8 contre 52,9%). La grande majorité de la population (78%) est constituée de ruraux vivant essentiellement de l'agriculture, de l'élevage, du petit commerce et de l'artisanat. Cette partie de la population est la plus pauvre et la plus exposée à l'insécurité alimentaire.

1.4. Justificatif et objectifs de l'étude

L'initiative Genre et Marchés initiée par le Bureau Régional Dakar du PAM a permis de réaliser deux études au Tchad. La première étude intitulée "Genre et Marchés" réalisée en Aout 2016 s'est focalisée sur les enseignements et les bonnes pratiques pour le développement des outils afin d'évaluer et suivre les aspects de genre et d'autonomisation dans les interventions du PAM. La deuxième étude menée dans le cadre d'une analyse comparative de trois pays sahéliens dont le Tchad, fournissait une base de connaissance sur les interactions entre dynamiques sexospécifiques et les marchés agricoles en Afrique de l'Ouest¹². Le cas présenté pour le Tchad est spécifique au Bassin du Lac Tchad et donc n'est pas assez représentatif pour tirer des conclusions généralisables. Par ailleurs CARE International a également entrepris une étude¹³ en décembre 2016, pour mesurer les impacts ou effets des transferts monétaires sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire au Tchad. Une des conclusions de cette étude était que les transferts monétaires ont eu un effet positif sur le genre et les relations sociales au sein de ménages mais l'étude abordait très peu le volet autonomisation de femmes.

Force est de constater que toutes ces études, bien que révélatrices d'enseignements et de pistes de réflexions sur les aspects de genre et d'assistance

¹¹ <http://www.adequations.org>

¹² Voir site web : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000022435/download/>

¹³ Étude sur les Effets/Impacts des Programmes de Transferts Monétaires sur les Ménages en Situation d'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la région de Wadi-Fira, Département de Biltine.

alimentaire, ont apprécié la question d'autonomisation des femmes et n'ont pas approfondi la façon dont les interventions basées sur les marchés ont impacté l'autonomisation des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables. D'où la nécessité de faire d'autres études complémentaires notamment dans le sud pour mieux comprendre la thématique Genre-Marché-Autonomisation des femmes.

L'objectif de cette étude vise à mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes à travers une intervention basée sur les marchés au Tchad où le PAM assiste les réfugiés et

les retournés au travers de la distribution de cash ou de bons d'alimentation. Plus précisément la présente étude vise à comprendre ***comment les transferts monétaires contribuent à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad.***

Dans le cadre de l'initiative Genre et Marché, Le PAM a proposé un cadre d'évaluation de l'autonomisation des femmes sur les marchés agricoles et les chaînes de valeurs. Ce cadre servira de guide pour appréhender le rôle des interventions CBT pour l'autonomisation des femmes au Tchad.



Photo: WFP/Anne Poulsen

2. Concept et méthodologie

2.1. Questions de recherche

En partant de ce point de référence fixe, nous proposons la problématique suivante : **Comment les activités CBT affectent-elles l'adaptation et la résilience des ménages et communautés locales en période de crise et dans quelles mesures ces transferts monétaires ont-ils impacté les marchés alimentaires au Tchad ?**

Partant de cette problématique, nous allons tenter de vérifier les trois hypothèses suivantes :

1. *Les interventions utilisant des transferts monétaires ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires ;*
2. *Les interventions CBT ont une influence sur la dynamique du genre et des relations sociales au sein du ménage et des communautés ciblées et constituent une voie vers l'autonomisation des femmes ;*
3. *Les activités de CBT ont stimulé le développement de l'économie locale et permis aux femmes commerçantes d'être plus engagées sur les marchés.*

Chercher à vérifier ces hypothèses nous ramène à examiner les effets et/ou impacts des interventions CBT sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, le genre et l'autonomisation des femmes. Ceci nous emmène à poser le questionnement suivant :

- Dans quelle mesure les interventions utilisant des transferts monétaires du PAM ont amélioré la sécurité alimentaire des ménages (en faisant la distinction entre les femmes et hommes) ?
- Comment les femmes participent ou s'intègrent-elles dans les coopératives et dans quelles mesures accèdent-elles aux

opportunités de marchés suite à l'intervention CBT (les questions d'accès aux crédits de financement de campagne ?

- Comment les femmes, perçoivent leur autonomisation économique et quels sont les défis et les lacunes pour chaque domaine identifié ?
- Les effets du CBT sur les marchés alimentaires au Tchad : quels effets/impacts sur les marchés perdurent au-delà de la clôture du programme ?
- Est-ce que l'impact du programme CBT est perceptible sur les commerçants(tes) ?
- A-t-il permis de dynamiser les activités commerciales et de renforcer les capacités des commerçants/commerçantes à développer leur activité ?
- Quels sont les changements éventuels de stratégies/pratiques commerciales observés auprès des consommateurs et des commerçants avant et après le programme ?
- Quels sont les principaux enseignements de ce programme et quelles sont les recommandations pour la poursuite d'activités similaires dans le contexte étudié ?

2.2. Méthodologie

Une méthodologie définie en deux phases nous a permis d'organiser ce travail de recherche sur le terrain. Une première phase théorique basée sur la recherche documentaire nous a permis de recueillir des informations de bases sur les interventions basées sur le CBT au Tchad. Cette phase a été soutenue par des entretiens avec les collègues du PAM notamment la Spécialiste en Genre de l'Unité VAM du Bureau régional à Dakar et avec les collègues en charge du Programme au PAM Tchad. Ceci nous a

permis d’avoir une idée assez précise des attentes aussi bien au niveau du Bureau de Pays (CO, *Country Office*) que du Bureau régional : effets et/ou impact des interventions CBT pour l’autonomisation des femmes.

La deuxième phase plus opérationnelle a consisté en la recherche des informations complémentaires sur le terrain et la production de rapport. Ce qui nous a amené à :

- analyser les données secondaires existantes (rapport d’évaluation, PDM, enquêtes

marchés et sécurité alimentaire)

- rencontrer les partenaires clés du PAM afin de s’informer sur les stratégies genre en lien avec les questions d’autonomisation des femmes, d’accès aux marchés et de protection ;
- conduire des entretiens avec les informateurs clés (bénéficiaires, services techniques, et autres personnes ressources).

Le tableau ci-dessous fait le point sur les besoins en informations et le dispositif d’investigation et de collecte de données :

| Besoins en information | Investigation |
|---|---|
| • Contexte général de la zone de l’étude | Analyses de données secondaires : • Revue de littérature sur les programmes de transfert monétaires en lien avec le genre et l’autonomisation des femmes, les rapports d’évaluation (PDM, ENSA, marchés) ; • Discussion de groupe avec les femmes, les hommes ; • Entretien semi-structuré avec les informateurs clés identifiés (marchés et commerçants); • Entretien individuel pour les études de cas potentiels ; • Support de collecte : - Questionnaire focus groupe Marchés ; - Questionnaires focus groupes Communauté hôte ; - Guide d’entretien communautaire ; - Questionnaire focus groupe Femme |
| • Profil socioéconomique des ménages | |
| • Consommation alimentaire et sécurité alimentaire des ménages | |
| • Utilisation du transfert par les bénéficiaires mais aussi leurs préférences | |
| • Dynamique du genre au sein des ménages et autonomisation | |
| • Les marchés (disponibilité, accessibilité, comportement des acteurs, etc.) | |
| • Question de protection | |
| • Défis et opportunités à prendre en considération | |

2.3 Ciblage géographique et échantillonnage

Suivant les discussions avec le bureau de pays, nous avons retenu que cette étude couvrira la zone sud du pays. En effet, il y a une concentration des interventions CBT dans cette zone où le PAM assiste plus de 70.000 bénéficiaires se composant des retournés Tchadiens (81%) et des réfugiés (19%). Ces bénéficiaires sont localisés dans 13 sites répartis dans les régions de Logone Occidentale, Logone Orientale et Moyen Chari suivant un échantillonnage de 4 sites à savoir Danamadja, Dosseye, Djako et Sido, retenus pour l’étude. Ce choix a été fait en tenant compte des aspects suivants : la

concentration des interventions CBT, la catégorie de bénéficiaires (réfugiés/retournés) et la proximité avec les marchés. Sur les 4 sites, trois (Danamadja, Djako et Sido) sont des sites de retournés tchadiens et le dernier, celui de Dosseye, un site de réfugiés.

2.4 Outils et collectes de données sur le terrain

Suivant les besoins en information pour cette étude, nous avons élaboré pour la collecte de données sur le terrain 5 questionnaires focus groupe dont :

- Un questionnaire Communautaire afin de recueillir des informations sur les ménages et la communauté
- Un questionnaire Femmes afin de recueillir des informations qualitatives sur les femmes ou les groupements de femmes
- Un questionnaire Jeunes
- Un questionnaire Commerçant afin de recueillir des informations complémentaires sur les marchés
- Des questionnaires Informateurs clés (service techniques)

La phase de collecte de données dans les 4 sites retenus a été organisée du 06 au 11 septembre 2017. Au sein de chaque site, il a été administré un questionnaire focus groupe communautaire, femme et jeunes. Le questionnaire commerçant a été

administré seulement sur les marchés de Gore et Sido parce que les mêmes commerçants de Gore interviennent dans les sites de Dosseye et Djako. Les données collectées concernent 3 sites de retournés et 1 site de réfugiés.

2.5 Partenaires

En marge de la phase de collecte de données primaires sur les sites, des rencontres bilatérales ont été organisées avec les principaux partenaires du PAM tels que le gouvernement (autorité locale à Gore et CNARR), les agences du système des Nations Unies (OCHA, UNHCR et FAO), les ONG partenaires du PAM (IRW, SECADEV, ADES, SIF et CARE International). Ces rencontres nous ont permis d'engager des discussions franches et intéressantes sur le thème de l'étude mais aussi de recueillir le point de vue des partenaires par rapport au CBT du PAM dans la zone sud du Tchad.



Photo: WFP/Tiphaine Walton

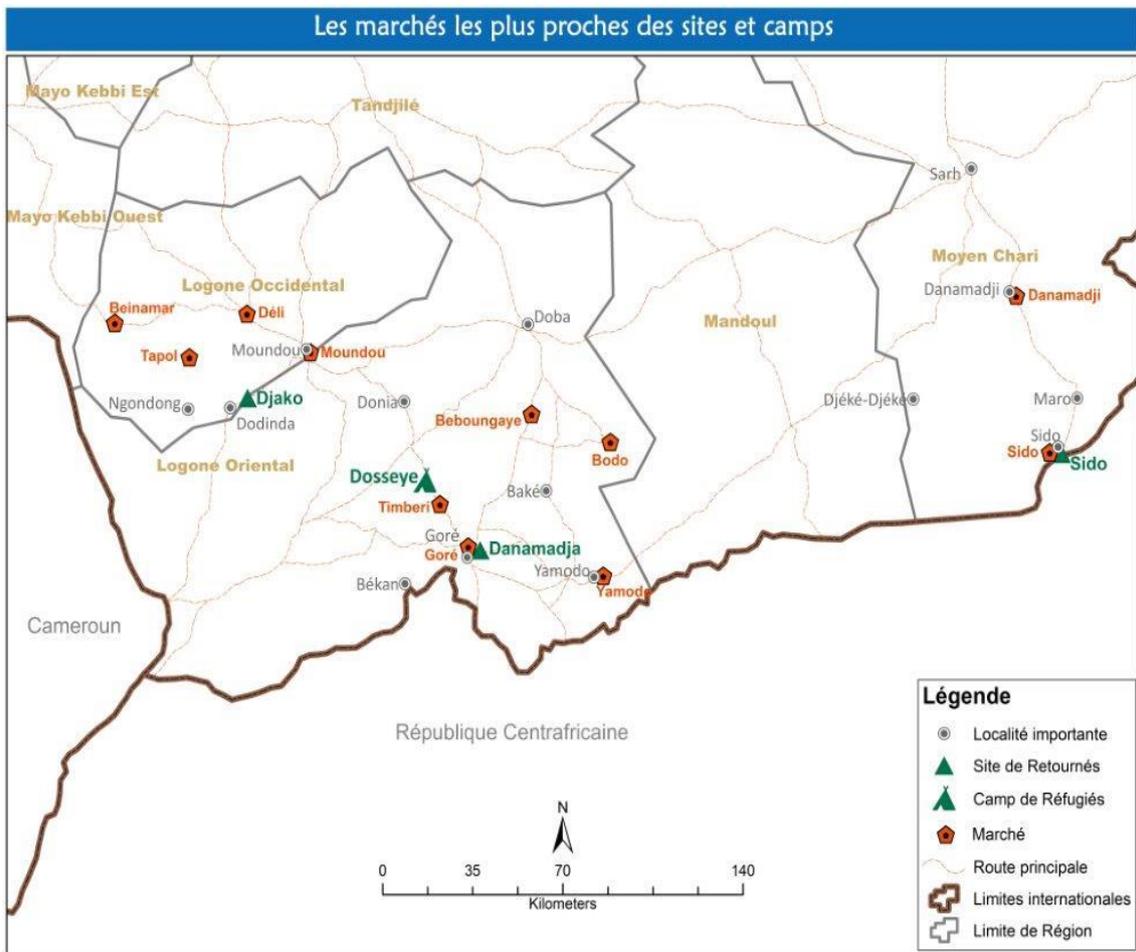
3. Principaux Résultats

3.1. Contexte de la zone d'étude

La zone Sud du Tchad est une zone agricole par excellence et les principales activités restent l'agriculture et l'élevage. Dans le cadre de cette étude, cette zone est constituée par les régions des deux Logones (Orientale et Occidentale) et le Moyen Chari. Depuis 2014, cette zone est caractérisée par

un afflux de réfugiés et de retournés tchadiens fuyant les tensions politiques de la crise centrafricaine. En effet, selon l'enquête Post-Distribution Monitoring (PDM) réalisée en mai 2016, 43% des ménages interrogés s'adonnent à l'agriculture, 34% pratiquent l'élevage et 4% la pêche.

Figure 1. Localisation des sites CBT

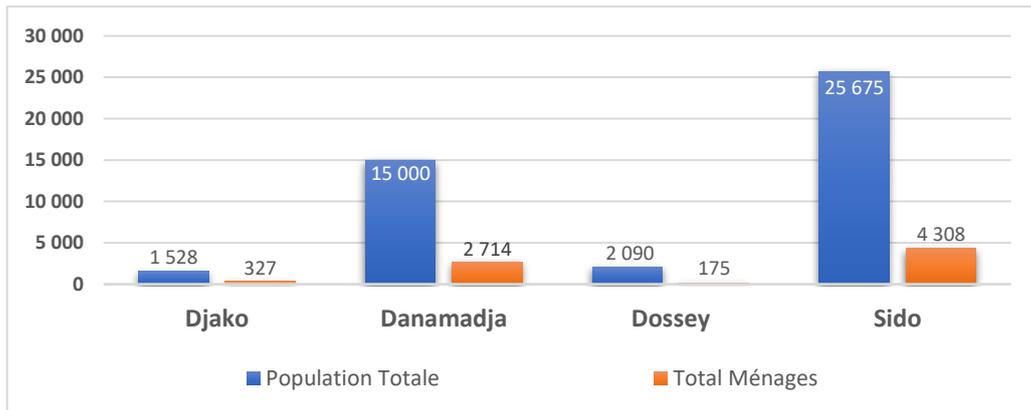


❖ Profil démographique des bénéficiaires

Les 4 sites visités regroupent au total une population de 44.293 individus dont 92% étant

localisés à Danamadja et Sido. Cette population est composée de 7.524 ménages dont 2% de réfugiés (site de Dosseye) et 98% de retournés.

Figure 2. Population et nombre de ménages, par site



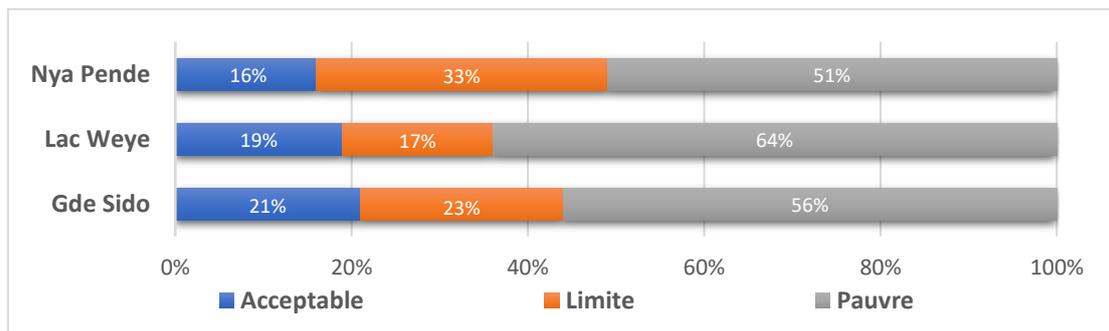
Source : notre enquête

❖ Sécurité alimentaire

Les indicateurs de sécurité alimentaire sont le score de consommation alimentaire et la classe de sécurité alimentaire. L'analyse des

données de l'enquête PDM du PAM conduite en mai 2016 dans les localités où sont implantés les camps de retournés a permis d'élaborer les deux graphes qui suivent.

Figure 3. Pourcentage de ménages, par classe de consommation alimentaire

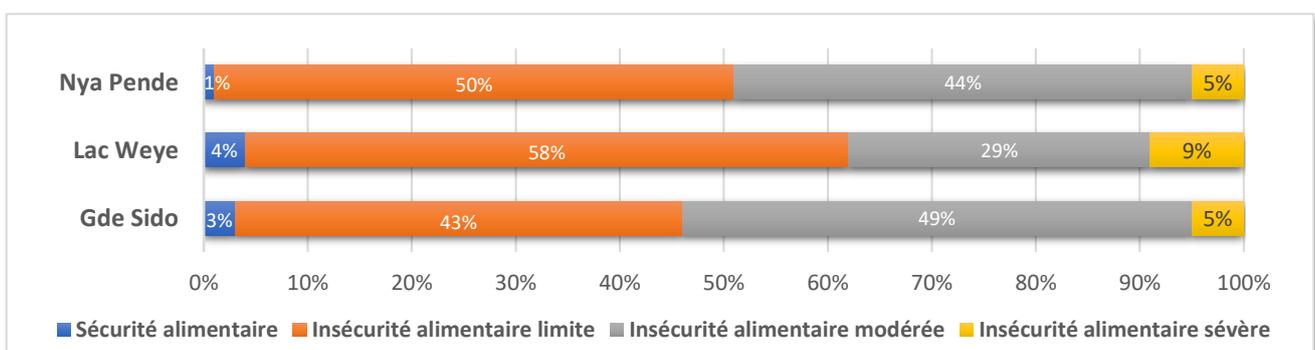


Source : Enquête PDM mai 2016/PAM-Tchad

Le département de Lac Weye affiche la plus forte prévalence avec un taux d'insécurité

alimentaire de 64%.

Figure 4. Pourcentage de ménages, par classe de sécurité alimentaire



Source : enquête PDM mai 2016/PAM-Tchad

L'analyse de ces deux graphes illustre bien la situation de sécurité alimentaire dans les départements hébergeant les sites des retournés et réfugiés. On remarque que plus de 50% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire pauvre et donc une forte prévalence de sous-alimentation (apport énergétique < 2100 Kcal).

3.2. Effets des CBT sur la sécurité et les moyens d'existence des ménages

❖ Acceptation de la modalité de transfert et impact sur ménages

➤ Modalité de transfert

| Site | Assistance souhaitée |
|-----------|----------------------|
| Djako | Espèces |
| Danamadja | Espèces |
| Dossey | Espèces |
| Sido | Nature |

Dans 3 sites sur 4 visités, les bénéficiaires affirment qu'ils souhaitent avoir une assistance en espèces plutôt qu'en nature. Cette préférence pour les espèces s'explique par les raisons suivantes :

- Les espèces leur permettent l'achat d'articles non-alimentaires, moins chers, hors du site
- Les espèces leur donnent une certaine autonomie dans la gestion
- Possibilité de développer des AGR

Le Site de Sido par contre à une préférence marquée pour une assistance en nature car plus diversifiée, c'est-à-dire que le bénéficiaire a le choix pour les denrées qu'il va consommer.

➤ Impacts du CBT sur les ménages

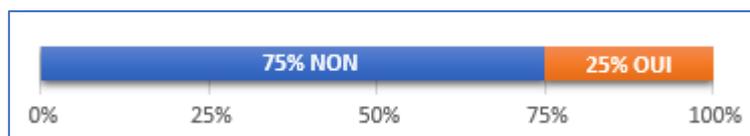
Dans les 4 sites, les discussions de groupes révèlent que **c'est le mari qui reçoit** le coupon même si le plus souvent c'est la femme qui assiste à la foire pour échanger les bons contre les vivres. **C'est le mari qui décide de comment sera utilisé le CBT** dans les 3 camps de retournés (Danamadja, Djako et Sido). En revanche, dans le camp de réfugiés de Dosseye, la décision est prise de manière consensuelle par le mari et la femme.

Le transfert d'espèces reçu a servi principalement à l'achat de nourriture, aux soins de santé et à reconstituer les moyens d'existence. Lors des focus groupes, 100% des participants ont déclaré que le transfert a contribué à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires en :

- Atténuant les effets des crises alimentaires ;
- Améliorant l'accès au service de santé ;
- Améliorant la situation sociale du bénéficiaire.

Cependant, on note quelques problèmes majeurs survenus au niveau communautaire ou au niveau du ménage. En effet, sur 100% des sites visités (refugiés et retournés), le principal problème observé au sein de la communauté reste celui lié au ciblage (exclusion/inclusion), c'est-à-dire l'oubli de certains bénéficiaires ou infiltration de réfugiés dans les sites de retournés (cas de Djako¹⁴). Au niveau du ménage le problème le plus fréquent reste la tension entre les coépouses et concerne davantage les foyers polygames. Ces problèmes principaux ont été également mentionnés lors des discussions avec les partenaires du PAM.

Figure 5. Risque sécuritaire pour bénéficiaires CBT



¹⁴ Cependant le Bureau de Pays a confirmé que cette situation a depuis été corrigée grâce à un enregistrement biométrique de tous les retournés avec une vérification préalable de leur statut de réfugié.

❖ **Sécurité des ménages et mécanismes de gestion des plaintes**

L'appréciation de la sécurité est faite au travers de deux aspects importants, à savoir, la sécurité des ménages bénéficiaires et les mécanismes de gestion des plaintes. Dans 25% des sites visités (Dosseye), il existe un risque lié à la sécurité des bénéficiaires du CBT. Ce risque encouru est le vol simple et est plus fréquent au niveau du point de collecte de l'aide c'est-à-dire sur le site même.

Les mesures de mitigation prises par les

bénéficiaires peuvent être soit **des achats groupés**, comme dans le cas des sites de Djako et de Dosseye, ou bien les **hommes accompagnent les femmes**, comme c'est le cas pour Danamadja et Sido. Dans l'ensemble des 4 sites visités, les bénéficiaires n'ont pas de problème d'accès au marché.

Il existe un comité de gestion des plaintes dans chaque site. Ces comités jouent un rôle crucial dans la prévention et la résolution des conflits de la communauté. Le tableau ci-dessous présente la composition des comités de gestion de plainte :

| Site | Hommes | Femmes | Pourcentage de femmes |
|-----------|--------|--------|-----------------------|
| Djako | 10 | 2 | 20% |
| Danamadja | 5 | 0 | 0% |
| Dosseye | 3 | 1 | 33% |
| Sido | 12 | 1 | 8% |
| Total | 30 | 4 | 13% |

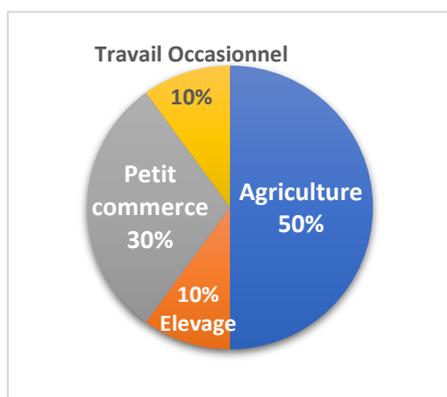
❖ **Moyens de subsistance et stratégies d'adaptation**

Les moyens d'existence « englobent les capacités, les biens (y compris matériels et sociaux) et les activités requis pour gagner sa vie. Les moyens d'existence sont durables quand ils peuvent faire face aux stress et chocs (sécheresse, inondations, guerres, etc.) et s'en remettre, et maintenir ou améliorer leurs capacités et leurs biens, sans ébranler la base des ressources naturelles »

(Chambers et Conway, 1992).

Les principales activités de subsistance des ménages restent l'agriculture (culture vivrière comme le mil, le sorgho, le riz, le maïs) pratiquée en majorité par les hommes et qui contribue en moyenne à 50% du revenu des ménages. Après l'agriculture, c'est le petit commerce pratiqué principalement par les femmes et contribuant à hauteur de 30% en moyenne au revenu du ménage.

Figure 6. Activités principales et leur contribution moyenne au revenu du ménage



Pour faire face aux difficultés alimentaires, les ménages développent des stratégies d'adaptation. En effet, au niveau du site de réfugiés de Dosseye,

les ménages ont mis en œuvre les stratégies illustrées dans le tableau ci-dessous.

| Stratégie | Pourcentage |
|--|-------------|
| Vendre plus d'animaux que d'habitude | 50% |
| Échanger/Troquer des habits/bijoux contre de la nourriture | 20% |
| Augmenter la vente de bois de chauffe | 10% |
| Vendre ou consommer les semences | 10% |
| Vente d'équipements ménagers/bijoux/ habits (radio, meubles, réfrigérateur, TV, tapis, etc.) | 5% |
| Vente de biens productifs autres que les semences (matériels agricoles, machine à coudre, moulin, terre, etc.) | 5% |

3.3. Effets des CBT sur le genre et l'autonomisation des femmes et groupes vulnérables

Pour apprécier les effets et le rôle des CBT pour l'autonomisation des femmes et des jeunes, nous avons administré un questionnaire focus groupe pour chacun de ces deux groupes.

❖ **Prise de décision sur les activités commerciales**

Les femmes bénéficiaires pratiquent des activités commerciales (petit commerce de détail) dans les sites de retournés/refugiés. Ce petit commerce consiste en la vente de produits alimentaires comme les farines de mil, le riz, l'oignon, les pâtes et le sel. Les femmes s'approvisionnent sur les marchés des villages hôtes et les principaux clients qui achètent leurs produits sont les retournés/réugiés. Cent pour cent des femmes participant au groupe focus ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales. C'est-à-dire que ces femmes décident la plupart du temps de leurs activités commerciales, ce qui les rend en partie autonome. Les deux types de sites (retournés et réfugiés) constituent une opportunité pour développer des activités génératrices de revenu.

❖ **Accès et pouvoir de décision sur les ressources productives**

Même si les femmes exercent un leadership sur les activités commerciales, la question de l'accès et du pouvoir de décision sur les ressources productives (capital productif, crédit, connaissances technologiques) reste mitigée et varie suivant les sites et selon le genre du chef de ménage. En effet plus 75% des femmes présentes affirment avoir accès aux ressources productives du ménage et le pouvoir décision est pris de manière consensuelle. Si la femme est cheffe de ménage, elle exerce tous les droits sur les ressources productives.

Il n'existe pas d'opportunités de crédit pour les femmes dans les sites abritant les retournés ou les réfugiés. En revanche, ces femmes organisent entre elles des tontines par le biais desquelles il leur est possible d'avoir accès à des fonds supplémentaires pour faire des activités génératrices de revenu notamment le petit commerce comme la vente de produits cosmétiques.

❖ **Leadership et participation**

Le leadership et la participation sont deux aspects importants de l'autonomisation sociale. Apprécier les deux aspects revient à déterminer si les femmes sont organisées en association ou sont des membres actifs participant aux prises de décisions au sein de ces organisations.

Sur les 4 sites visités, 100% des femmes qui ont participé aux groupes de discussion sont membres d'au moins une association. Ces femmes affirment qu'elles s'expriment en toute liberté sur les questions de marchés. Cependant leur participation au conseil d'administration laisse à désirer ; le plus souvent ce conseil est centralisé au niveau des hommes. En plus ces organisations de femmes ne sont pas impliquées dans le processus de distribution des bons alimentaires. Cela constitue un défi majeur pour ces femmes qui cherchent à devenir économiquement et socialement autonomes.

❖ Perception de l'autonomisation chez les femmes et les jeunes.

A la question "quelle perception avez-vous de la notion d'autonomisation des femmes et/ou des jeunes ?", les réponses sont mitigées et pas facilement perceptibles. Les femmes tendent à définir davantage les défis ou les contraintes entravant leur autonomisation. Elles restreignent la notion d'autonomisation à deux ou trois domaines spécifiques : l'accès aux ressources productives, le pouvoir de décisions sur l'utilisation de ces ressources, le leadership et la participation. Les principaux défis auxquels les femmes sont confrontées sont :

- Le manque de crédit pour faire des AGR ;
- La non-implication des femmes ou, dans certains cas, la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décisions par les hommes ;
- Le manque de formation des femmes ;
- Le fait de ne pas posséder de pièce d'identité ou documents officiels ;

À cela s'ajoute aussi le vide juridique concernant le statut du retourné.

Même si ces femmes ont du mal à percevoir la notion d'autonomisation, elles sont conscientes que les défis ci-dessus limitent leur autonomisation économique et sociale.

❖ Les impacts perceptibles

Dans les quatre sites visités, les bénéficiaires déclarent que l'assistance CBT du PAM a eu un impact positif sur l'alimentation du ménage en ce sens que le bon de 6.000 FCFA/mois (pleine ration) permet de couvrir les besoins alimentaires du ménage pour un mois. Cependant la demi-ration (3.000 FCFA/ménage) actuellement distribuée ne couvre que deux semaines.

L'organisation des foires commerciales pour échanger les coupons contre des produits alimentaires sur le site permet la création des emplois saisonniers pour les jeunes et stimulent le développement du petit commerce en particulier pour les femmes. Ceci contribue à diversifier les sources de revenus et à améliorer l'économie du ménage.

Selon les jeunes du site de Danamadja, les interventions CBT ont aussi contribué à retenir les hommes dans les sites et à limiter la migration vers le centre-ville de Goré.

3.4. Effets des CBT sur les marchés

❖ Accessibilité au marché

La question de l'accessibilité au marché est primordiale dans le suivi et l'analyse d'impact d'une intervention basée sur le marché.

Les résultats de l'enquête montrent qu'il n'existe pas de problème d'accessibilité aux marchés dans les différents sites des retournés/réfugiés. En effet dans 100% des sites visités, les marchés sont accessibles pour la plupart des clients soit par piste rurale comme le cas de Sido, Danamadja et Dosseye ou par voie bitumée au niveau du site de Djako. Les habitants des villages partent le plus souvent et parcourent en moyenne 4 km pour venir sur les principaux marchés. Les clients peuvent faire face à certains défis liés à la sécurité tels que les incidents, l'insécurité ou le petit banditisme.

❖ Les commerçants et leurs stratégies

Dans le but d'apprécier les effets des interventions CBT, sur l'économie locale, nous avons administré un questionnaire groupe focus aux commerçants partenaires du PAM dans le CBT et aux informateurs clés des marchés à Goré et à Sido¹⁵.

Neuf commerçants, tous des hommes, participent au programme CBT dont 5 à Goré et 4 à Sido. Les

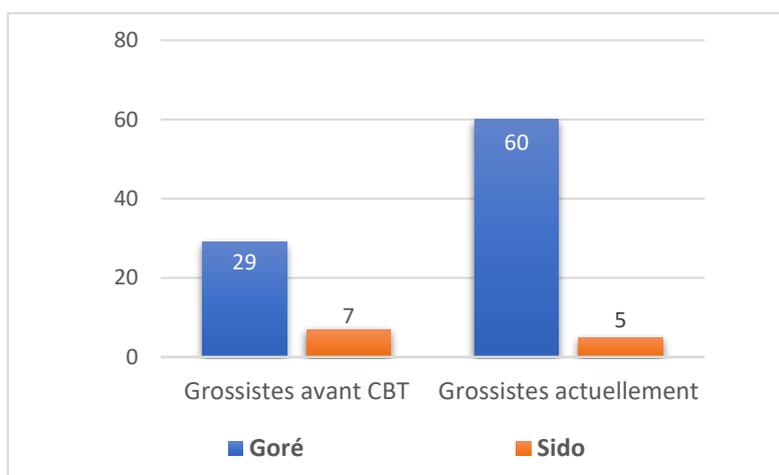
produits les plus sollicités sont : le riz local/importé, les farines de blé/maïs/manioc, les haricots, les pâtes alimentaires et l'huile d'arachide. Globalement, pour ces produits les plus sollicités sur les deux marchés le nombre moyen de commerçants a évolué à la hausse suite aux interventions CBT. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur l'évolution du nombre moyen de commerçants aussi bien grossistes que détaillants.

| Commerçant | Avant le CBT | Actuellement | Pourcentage |
|-------------|--------------|--------------|-------------|
| Grossistes | 36 | 65 | 81% |
| Détaillants | 253 | 384 | 52% |

Cependant cette évolution cache des disparités selon les marchés. Les graphes suivants

présentent l'évolution selon le marché.

Figure 7. Évolution du nombre moyen de commerçants grossistes pour les produits les plus sollicités

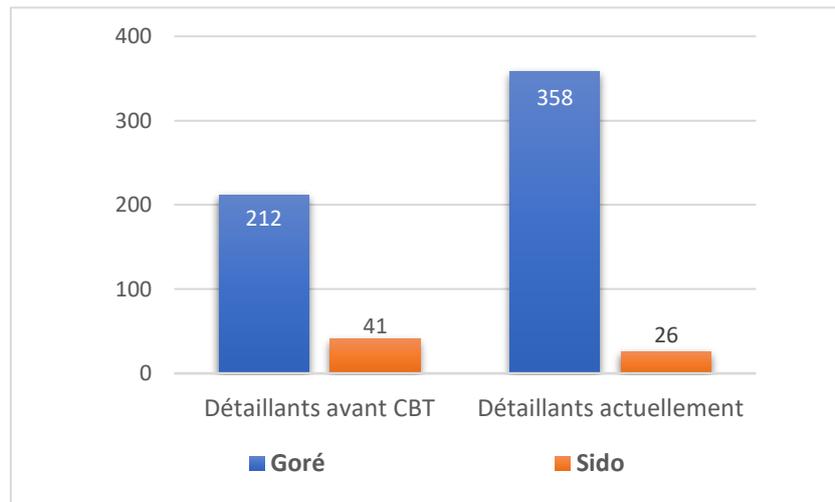


On remarque que sur le marché de Goré le nombre moyen de grossistes a plus que doublé après le lancement des interventions CBT à Goré. Le nombre moyen de détaillants suit également la même tendance. Ce qui traduit un regain d'intérêt pour la

commercialisation de ces produits. Les commerçants affirment également une augmentation de leur chiffre d'affaires et une diversification de leurs chaînes d'approvisionnement.

¹⁵ Les mêmes commerçants de Goré interviennent aussi à Danamadja, Dosseye et Djako.

Figure 8. Évolution du nombre moyen de commerçants détaillants pour les produits les plus sollicités



A Sido par contre, on observe un effet inverse. Le nombre moyen de grossistes et détaillants pour les principaux produits baisse respectivement de 26% et de 37% après la mise en place des interventions CBT. Les raisons avancées par les commerçants pour justifier cette baisse concernent la dégradation avancée de la route qui cause beaucoup de pertes ainsi que la détérioration des marchandises.

La principale stratégie adoptée par les commerçants pour faire face aux problèmes de hausse de prix ou d'approvisionnement reste le déstockage des marchandises.

Les principaux défis rencontrés par les commerçants partenaires du PAM et qui pourraient limiter les capacités de ces commerçants peuvent être résumés ci-dessous :

- Environnement peu favorable : beaucoup de tracasseries liées à la présence de militaires/ processus administratifs (mairie et impôts).
- La dégradation des routes
- Les tracasseries administratives (paiement de taxes, impôts ou de frais illégaux) ;
- Le manque d'accès aux crédits bancaires
- La fermeture de la frontière avec la RCA.

3.5. Défis & opportunités existantes des CBT

Les interventions CBT du PAM au sud font face à un certain nombre de défis tant structurels que conjecturels. Les principaux défis sont résumés comme suit :

- **Insuffisance des ressources** : l'assistance du PAM au profit des retournés/réfugiés n'a pas été régulière tout au long des deux dernières années par manque de financement. En effet, en 2016 il y a eu 5 distributions sur 12 et, pour l'année en cours, seulement 4 distributions ont pu être effectuées. La valeur du coupon est passée de 6.000 FCFA à 3.000 FCFA/mois. Cette ration réduite de moitié ne couvre pas tous les besoins alimentaires des bénéficiaires qui sont obligés de recourir à d'autres stratégies de survie parfois néfastes, comme la prostitution, pour combler le manque.
- **Le CBT est limité à l'achat de produits alimentaires (céréales, légumineuses, huile, sucre, etc.)** pour une certaine période et ne constitue pas un paquet intégré pour encourager par exemple l'accès aux services sociaux de base (éducation, soin de santé, etc.).

- **L'accès aux ressources, notamment à la terre et au pâturage, accentuent les conflits cultivateurs-éleveurs ou éleveurs-éleveurs :** selon le bureau OCHA à Goré, l'arrivée de réfugiés et retournés de la RCA et la fermeture des frontières avec la RCA depuis 2014 ont freiné les mouvements de transhumance entre les deux pays et ont exacerbé ce manque de pâturage et de débouchés pour le cheptel. Les questions d'accès à la terre sont récurrentes dans les villages d'accueil et villages autour des sites et camps, et affectent les rapports communautaires. La fermeture de la frontière avec la RCA s'est traduite par une réduction des opportunités d'échanges commerciaux pour les commerçants locaux.
- **Le retrait de plusieurs acteurs humanitaires des sites de retournés du sud :** le manque de financement, couplé à l'absence de programmes de développement et de solutions durables, a entraîné la réduction des standards humanitaires minimums dans tous les secteurs, particulièrement dans les sites de retournés¹⁶.
- **L'absence de documentation civile pour les retournés** constitue un véritable facteur limitant leur liberté de mouvement, l'autosuffisance, l'accès aux services sociaux de base et, par conséquent, leur intégration socio-économique.
- **Risque de protection :** La violence sexuelle et sexiste affecte à la fois les réfugiés de la RCA, les nouveaux/anciens arrivés et les communautés d'accueil, et constitue l'un des principaux risques de protection pour la communauté. Selon le HCR, une évaluation participative réalisée en 2014 dans le camp de Dosseye a révélé que les filles de 12 à 17 ans et les femmes célibataires sont les plus touchées par la violence sexuelle et sexiste. En raison de l'extrême pauvreté, les jeunes filles sont

souvent exposées à des rapports sexuels de survie et au mariage précoce et forcé.

- **La pauvreté structurelle**, voire même le manque d'initiatives de développement ou l'absence de mesures durables d'accompagnement, continuent de fragiliser davantage les conditions de vie des retournés/réfugiés et des populations hôtes.

Comment atteindre l'autonomisation de retournés/réfugiés dans un tel contexte ?

Il existe des opportunités pour soutenir le développement de petites chaînes de valeurs, comme l'arachide et la farine de manioc, qui pourraient constituer une bonne opportunité économique pour les femmes.

3.6. Discussion autour des questions de recherche

La problématique de recherche dans le cadre de cette étude était de voir ***comment les transferts CBT contribuent-ils à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad ?***

Ce qui nous a ramené à formuler les 3 hypothèses ci-dessous :

- *H1 – les interventions CBT ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires ;*
- *H2 – les interventions CBT ont une influence sur la dynamique du genre et des relations sociales au sein des ménages et des communautés ciblées et constituent une voie vers l'autonomisation des femmes ;*
- *H3 – les activités de CBT ont stimulé le développement de l'économie locale et permis aux femmes commerçantes d'être plus engagées sur les marchés.*

¹⁶ OCHA/Tchad, Bulletin Humanitaire N°5, mai 2017.

Au vu des résultats de recherche (analyses de données secondaires et enquête) sur le terrain nous sommes en mesure de dire que l'hypothèse selon laquelle **les interventions CBT ont amélioré la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages** est partiellement vérifiée. Les interventions CBT ont permis aux retournés et réfugiés d'améliorer leurs conditions de vie. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. **“Nous avons remarqué que depuis le début des interventions CBT du PAM, le nombre de personnes (retournés tchadien) venant chercher de l'aide a considérablement diminué”** affirme le préfet du département de La Nya Pende à Goré.

Cependant du fait que les distributions n'ont pas été régulières tout au long de l'année, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent davantage leurs moyens d'existence et les rendent plus vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre le niveau d'autonomisation des ménages en particulier des femmes. **“Nous acceptons les 3.000 FCFA/mois avec deux mains et remercions le PAM. Ça fait 100 F/jour, avec nos enfants on va faire comment ? Nos maris n'ont pas de travail et il n'y a pas d'aide pour les femmes. On ne peut pas chercher de gauche à droite car nous ne connaissons pas l'endroit.”**, déclare Mme Kaltoumi Abdoukarim, présidente des femmes du site de retournés de Djako.

Comment les femmes participent ou s'intègrent-elles dans les coopératives et dans quelles mesures accèdent-elles aux opportunités de marchés suite à l'intervention CBT ? Comment les femmes, perçoivent leur autonomisation économique et quels sont les défis et les lacunes pour chaque domaine identifié ?

Les femmes sont actives sur les différents sites visités. Elles sont organisées en associations/coopératives le plus souvent orientées vers une

activité économique spécifique telle que le maraîchage, la couture et le petit commerce dans le site. L'adhésion à ces organisations y est libre et volontaire. 100% des femmes participant au focus groupe ont affirmé avoir le plein leadership sur leurs activités commerciales, c'est-à-dire qu'elles décident quoi vendre, où, comment et à quel prix.

Le site constitue le premier marché pour ces femmes et les foires commerciales organisées par les commerçants partenaires du PAM constituent d'excellentes opportunités pour mieux écouler leurs marchandises. En ce qui concerne l'accès aux ressources productives, 75% des femmes présentes lors des discussions de groupe affirment qu'elles y ont accès et la décision d'utiliser ces ressources est prise de manière conjointe avec le mari qui est plus souvent chef de ménage. Il est à noter que, même si les femmes sont actives dans les associations, leur leadership est très limité et un certain nombre de défis limitent les femmes dans leur quête d'autonomie :

- Le manque de crédit pour faire des AGR ;
- La non-implication des femmes ou dans certains cas la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes ;
- Le manque de formation des femmes limitant leurs capacités à générer des initiatives économiques ;
- L'absence de pièce d'identité et documents officiels ;

Le PAM¹⁷ définit l'autonomisation des femmes comme étant un processus qui comprend l'ensemble des actions visant à sensibiliser, à renforcer la confiance en soi, à élargir les choix et à accroître l'accès aux ressources et le contrôle sur celles-ci, ainsi que les mesures destinées à réformer les institutions et les structures de sorte qu'elles contribuent à l'égalité des sexes au lieu d'aggraver et de perpétuer la discrimination et l'oppression.

¹⁷ Bureau en charge de la parité hommes-femmes

Les discussions avec les femmes ont également révélé que les bons de valeurs semblent être préférés aux transferts d'espèces. Le fait que les femmes participent aux choix des denrées à acheter, et qu'elles reçoivent l'assistance elles-mêmes lors des foires commerciales, constitue pour elles un sentiment d'accomplissement et d'estime de soi. Ce qui n'est pas toujours évident si c'est l'argent dont les hommes ont le plein contrôle. Dès lors, nous pouvons dire que les interventions CBT ont une certaine influence sur la dynamique du genre au sein du ménage et peuvent constituer une voie vers l'autonomisation des femmes.

Les effets du CBT sur les marchés alimentaires au Tchad : quels effets/impacts sur les marchés perdurent au-delà de la clôture du programme ?

Les discussions avec les acteurs du marché, notamment les commerçants partenaires du PAM, le maire et d'autres informateurs clés, ont fait ressortir que les interventions CBT ont eu des effets positifs sur les marchés. Il faut noter que le marché est largement dominé par les hommes (aucune femme parmi les commerçants partenaires du PAM). Parmi les commerçants participants aux opérations CBT à Goré et Sido, 56% affirment avoir augmenté leur chiffre d'affaires, diversifié leurs chaînes d'approvisionnement et contribué à créer des emplois saisonniers pour les jeunes dans les sites.

Selon l'étude marché du PAM en mars 2017, 55,4% des commerçants ayant participé aux programmes de transferts monétaires sous formes de coupons alimentaires estiment que ces programmes ont eu un impact positif sur leurs activités commerciales et l'augmentation de profit commercial est le principal point positif que plus des 2/3 d'entre eux ont mis en avant. La réduction des ventes à crédit a également été mentionnée comme éléments positifs de ces programmes par 21,5% des commerçants participant.

La capacité des commerçants à répondre à une augmentation brusque de la demande dépend de plusieurs facteurs tels que la disponibilité des produits au niveau local, l'état des infrastructures, la capacité logistique du commerçant et les flux transfrontaliers de produits agricoles. A Goré comme à Sido, tous les commerçants partenaires du PAM déclarent avoir la capacité de répondre rapidement à une augmentation de la demande et ce, dans un délai d'une semaine, car la plupart des produits existent localement et qu'ils maîtrisent leurs chaînes d'approvisionnement. Il faut noter qu'il n'y a pas de femmes commerçantes.

Au regard de ce qui précède ci-dessus, nous pouvons dire que les activités du CBT ont contribué à stimuler le développement de l'économie locale.



Photo: WFP/Tiphaine Walton

4. Conclusions et Recommandations

L'assistance du PAM aux victimes de la crise en RCA dans le sud du Tchad a permis d'atténuer les souffrances des réfugiés et retournés tchadiens. La distribution de bons de valeurs aux bénéficiaires leur donne la liberté de choix de denrées à acheter sur les marchés locaux. Grâce aux bons qu'ils reçoivent du PAM, ils arrivent à améliorer leur sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et leurs situations sociales. Toutefois du fait que les distributions ont été irrégulières tout au long des deux dernières années, les bénéficiaires ont dû adopter des stratégies qui fragilisent davantage leurs moyens d'existence et les rendent de plus en plus vulnérables. Ce qui à la longue pourra compromettre la capacité d'autonomisation des ménages, en particulier des femmes.

Les activités du CBT ont stimulé l'économie locale tant au niveau des sites/camps, que dans la communauté hôte.

L'émergence d'opportunités économiques, en particulier pour les femmes, à travers le petit commerce et la création d'emplois saisonniers pour les jeunes constituent des effets positifs induits par les interventions CBT.

En plus des défis structurels évoqués plus haut les femmes font aussi face au manque de crédit pour faire des AGR, la non-implication des femmes ou, dans certains cas, la faible prise en compte de leurs opinions lors de prise de décision par les hommes, ainsi que le manque de formation limitent leur employabilité, et le manque de documentation civile rend difficile leur intégration socio-économique.

La recherche de l'autonomisation constitue une quête, une aspiration légitime non seulement pour les bénéficiaires (réfugiés/retournés), mais aussi pour la communauté hôte. Les interventions CBT ont

une influence sur le genre et les relations sociales au sein du ménage. Le CBT est une opportunité conduisant vers l'autonomisation des groupes vulnérables, en particuliers des femmes. Cependant dans le contexte actuel au sud du Tchad, beaucoup reste à faire pour atteindre une véritable autonomisation des femmes. Nous proposons les recommandations ci-dessous :

- Compléter la valeur du bon de 3 000 FCFA à 6 000 FCFA/mois afin de permettre aux bénéficiaires de mieux faire face aux difficultés alimentaires du moment. Ce qui suppose que le PAM redouble d'efforts dans le plaidoyer et la mobilisation des ressources.
- Plaider en faveur de la mise en place de mesures d'accompagnement et de solutions plus durables et résilientes pour la population hôte afin de renforcer les moyens d'existence et de stimuler le développement d'initiatives locales de créations d'emplois pour les jeunes.
- Envisager de nouvelles approches d'intervention CBT susceptibles d'encourager la formation des jeunes et des femmes afin d'accroître leur potentiel d'employabilité.

D'autres pistes qui pourraient être explorée par le PAM seraient :

- D'envisager la possibilité de faire des activités intégrées à travers le CBT qui vont cibler spécifiquement les femmes : par exemple en plus du bon on pourrait donner des espèces aux femmes pour les aider à s'engager dans des activités génératrices de revenus.
- De cibler plus de femmes commerçantes comme fournisseurs du PAM pour le CBT, même s'il faut faire une discrimination positive. Cela encouragerait l'engagement des femmes sur les marchés.

ANNEXES

A1. Support de discussion Informateurs clés (Partenaires du PAM / Service Etatique)

Dans le cadre de l'initiative genre et marchés alimentaires en Afrique, le PAM Tchad a initié une étude de cas sur le rôle des transferts monétaires CBT pour l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées. L'objectif de cette étude est de contribuer à mieux comprendre la dynamique de genre et l'autonomisation des femmes à travers une intervention CBT basée sur les marchés au Tchad où le PAM assiste les réfugiés et les retournés à travers la distribution d'espèces ou de bons d'alimentation. Plus précisément la présente étude va contribuer à savoir comment les transferts CBT contribuent-ils à l'autonomisation des femmes et des populations marginalisées au Tchad ?

Dans le cadre de cette étude il est prévu de faire des séries de rencontre avec les partenaires clés du PAM afin d'échanger sur les effets des transferts monétaires du PAM sur les bénéficiaires et la communauté.

Plus précisément les questions ci-dessous seront abordées :

Questions clés

- Historique du partenariat avec le PAM à Goré ? Et quels sont les domaines d'intervention de votre structure ?
- Qu'est-ce qui a changé depuis le début du programme CBT du PAM à Goré ?
- Quelle est l'ampleur du changement survenu depuis le début du programme ?
- Quelle part de ce changement peut être attribuée au programme CBT du PAM plutôt qu'à des facteurs externes ?
- Quelles personnes ont le plus/le moins été concernées par ce changement ?
- A quels défis spécifiques les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables doivent-ils faire face pour une meilleure inclusion sur les marchés alimentaires ? Quel est le rôle de l'état pour aider à surmonter ces défis ?
- Quels sont les défis spécifiques auxquels les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables sont confrontés pour renforcer leur autonomisation économique ?
- Comment l'état accompagne-t-il le PAM dans les interventions CBT ?
- Quels sont les impacts les plus importants de CBT au niveau communautaire ? ex : Education de femmes/filles, résultats de nutrition des enfants et de la famille, etc.
- Comment voyez-vous les impacts de long terme de CBT ? Si le soutien disparaissait, quels seraient les effets à long terme ?

A2. Questionnaire Communautaire (Femmes/Associations de Femmes)

(Partie à remplir par le chef d'équipe auprès des informateurs clés)

N° du Questionnaire : | ____ | ____ |

| Section 1 : Identifiant | |
|--|---|
| A. Date : ____/____/____ 2017 / (jour/mois/année) | F. Nom de l'enquêteur : |
| B. Nom de la Région : | G. Nom du chef d'équipe : |
| C. Nom du Département : | Signature du chef d'équipe Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes _____ |
| D. Nom de la Commune : | |
| E. Nom du Village : | |
| Section 2 : Prise de décision sur les activités commerciales | |
| 2.1. Qui exerce le leadership dans vos activités commerciales ? | |
| 2.2. Qui décide, la plupart du temps : | <ul style="list-style-type: none"> - Si vous vendez ? - Les produits à vendre ? - En quelle quantité ? - À quel prix vendez-vous des produits ? - Où vendre ? - À qui vendre ? - Dans quel marché les produits seront issus (si vous ne les produisez pas vous-même) ? - Prendre des crédits pour financer les activités commerciales ? |
| Section 3 : L'accès et le pouvoir de décision sur les ressources productives | |
| 3.1. Qui dans votre ménage a accès au capital productif (financier et autre) ? | |

| | |
|--|--|
| <p>3.2. Qui décide, la plupart du temps, de la façon dont le capital productif sera utilisé ?</p> | |
| <p>3.3 Qui décide, la plupart du temps, si les services financiers seront utilisés (et à partir de quelles sources) ?</p> <p>3.4 Qui dans votre ménage a accès à, ou a, des connaissances en technologies/matériels ?</p> | |
| <p>Section 4 : L'accès aux services de crédit ou autres services financiers</p> | |
| <p>4.1. Est-ce que vous avez accès aux types de crédit ? Si oui, citez-les.</p> <p>4.2. Avez-vous utilisé d'autres sources de crédit ? Si oui, quand et pour quel besoin ?</p> <p>4.3. Existent-ils d'autres systèmes de crédit ici auquel vous n'avez pas accès ? Si oui, pourquoi pas ?</p> <p>4.4. Y a-t-il parmi vous des individus qui font partie des tontines ou groupements d'épargne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?</p> | |
| <p>Section 5 : Contrôle sur l'utilisation du revenu</p> | |
| <p>5.1. Qui décide, la plupart du temps de la façon dont les revenus seront utilisés, dans les activités du marché et le ménage ?</p> <p>5.2. Qui décide, la plupart du temps, combien de vos</p> | |

| | |
|---|--|
| <p>8.1. Quelle perception faites-vous de la notion d'autonomisation des femmes ? des jeunes ?</p> <p>8.2. Selon vous, quels sont les défis à relever pour améliorer l'autonomisation des femmes et des jeunes ?</p> | |
|---|--|

Section 9 : Impact des interventions CBT et perspectives

| | |
|--|--|
| <p>9.1. A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CBT au sein des ménages ici ? Pour les femmes ? Pour les hommes ? Pour les jeunes ?</p> <p>9.2. Est-ce que l'appui du PAM induit des effets sur les relations dans les ménages ? Si oui, lesquels ? Ex : relations époux/épouse ; relations entre coépouses, relations entre chef de ménage et membres de sous-ménages ?</p> <p>9.3. Quels sont les impacts les plus importants du CBT au niveau communautaire ? Ex : Education de femmes/filles, résultats de nutrition des enfants et de la famille.</p> <p>9.4. <i>Comment voyez-vous les impacts à long terme de CBT ? Si le soutien disparaissait, quels seraient les effets à long terme ?</i></p> | |
|--|--|

A3. Questionnaire Communautaire (Marchés/Commerçants)

(Partie à remplir par le chef d'équipe auprès des informateurs clés)

N° du Questionnaire : | ____ | ____ |

| Section 1 : Identifiant | | | | | | |
|--|--|---|------------------------------------|------------|----------|----------------------------|
| A. Date : ____/____/____2017/ (jour/mois/année) | | F. Nom de l'enquêteur : | | | | |
| B. Nom de la Région : | | G. Nom du chef d'équipe : | | | | |
| C. Nom du Département : | | Signature du chef d'équipe | | | | |
| D. Nom de la Commune : | | Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes | | | | |
| E. Nom du Village : | | _____ | | | | |
| Section 2 : Information générale | | | | | | |
| 2.1 Combien de commerçants détaillants participent à l'intervention CBT ? | | Total/ Femmes/ Hommes/ | | | | |
| Section 3 : Evolution du nombre de commerçants | | | | | | |
| Produits les plus sollicités pour le bon | Avant | | Actuellement | | | |
| | Détaillants | Grossistes | Détaillants | Grossistes | | |
| Riz local | | | | | | |
| Riz Importé | | | | | | |
| Huile d'arachide | | | | | | |
| Farine de blé | | | | | | |
| Farine de maïs | | | | | | |
| Farine de manioc | | | | | | |
| Haricot | | | | | | |
| Sucre | | | | | | |
| Pâtes alimentaires | | | | | | |
| Section 4 : Stratégie des commerçants | | | | | | |
| Avez-vous mis en place des stratégies inhabituelles pour cette période de l'année pour faire face à la hausse des prix et/ou aux problèmes d'approvisionnement ? 1 = Oui ; 2 = Non ; 3 = Ne sais pas | | | | | | |
| Si oui, lesquelles ? | | | | | | |
| Produits (les plus sollicités) | Recours à d'autres zones de production | Recours aux importations | Diminution des marges commerciales | Déstockage | Stockage | Changement de fournisseurs |
| Farine de manioc | | | | | | |
| Riz local | | | | | | |
| Riz Importé | | | | | | |
| Huile d'arachide | | | | | | |
| Farine de blé | | | | | | |
| Farine de maïs | | | | | | |
| Haricot | | | | | | |
| Sucre | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|
| Pâtes alimentaires | | | | | | |
| Expliquez pourquoi vous avez mis en œuvre l'une ou plusieurs de ces stratégies : | | | | | | |
| Section 5 : Contraintes et capacité de réponse | | | | | | |
| 5.1. Quelles sont les principales difficultés dans l'exercice de votre commerce ? | | | | | | |
| 5.2. Supposons que la demande vient de doubler. Auriez-vous la capacité de répondre à cette demande, et en combien de temps ? | | | | | | |
| Section 6 : Impact des interventions CBT et perspectives | | | | | | |
| 6.1. A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CBT au sein des ménages ici ? Pour les femmes ? Pour les hommes ? Pour les jeunes ? | | | | | | |
| 6.2. L'appui du PAM induit-il des effets sur les relations dans les ménages ? Si oui, lesquels ? Ex : relations époux/épouse ; relations entre coépouses, relations entre chef de ménage et membres de sous-ménages ? | | | | | | |
| 6.3. Quels sont les impacts les plus importants de CBT au niveau des commerçants ? | | | | | | |

A4. Questionnaire Communautaire (Association/Groupement de Jeunes)

(Partie à remplir par le chef d'équipe auprès des informateurs clés)

N° du Questionnaire : | ____ | ____ |

| Section 1 : Identifiant | |
|--|---|
| A. Date : ____/____/____ 2017 / (jour/mois/année) | F. Nom de l'enquêteur : |
| B. Nom de la Région : | G. Nom du chef d'équipe : |
| C. Nom du Département : | Signature du chef d'équipe |
| D. Nom de la Commune : | Je certifie que les informations ci-dessous sont complètes et exactes |
| E. Nom du Village : | _____ |
| Section 2 : Informations générales | |
| 2.1. Parlez-nous un peu de l'historique de votre association/groupement ? - Date de création ? - Quelle est la mission ? | |
| 2.2. Combien de membres sont enregistrés (Femmes/Hommes) ? | |
| 2.3. Quels sont les services qui sont apportés aux jeunes ? | |
| 2.4. Quels sont vos rapports avec les organisations des jeunes existant déjà dans le village ? | |
| 2.5. Quels sont vos rapports avec les organisations des femmes ? | |
| 2.6. Quels sont les activités génératrices de revenus pratiquées par les jeunes ? | |

Section 3 : L'accès aux services de crédit ou autres services financiers

3.1. Est-ce que vous avez accès aux sources de crédit ?
Si oui, citez-les.

3.2. Avez-vous utilisé d'autres sources de crédit ? Si oui,
quand et pour quel besoin ?

3.3. Existent-ils d'autres systèmes de crédit ici auquel
vous n'avez pas accès ? Si oui, pourquoi pas ?

Section 4 : Perception de l'autonomisation et défis

4.1. Quelle perception faite-vous de la notion
d'autonomisation des jeunes ?

4.2. Selon vous, quelles sont les défis à relever pour
améliorer l'autonomisation des jeunes ?

Section 5 : Impact des interventions CBT et perspectives

5.1. A votre avis, quels sont les impacts les plus
importants de CBT au sein des ménages ici ? Pour
les jeunes ?

5.2. Quels sont les impacts les plus importants de CBT
au niveau communautaire ?

5.3. *Comment voyez-vous les impacts à long terme du
CBT ? Si le soutien disparaissait, quels seraient les
effets à long terme ?*

A5. Questionnaire Commerçant

| A compléter avant l'entretien par l'enquêteur | |
|---|--|
| 0.1 | Nom enquêteur _____ |
| 0.2 | Date : _ _ / _ _ / 2017 <i>Jour</i> <i>Mois</i> |
| 0.3 | Nom de la Ville ou Village : _____ |
| 0.4 | Nom du Pays : _____ |
| 0.5 | Nom de la Région : _____ |
| 0.6 | Nom du Département : _____ |
| 0.7 | Nom de la Commune : _____ |
| 0.8 | Nom du Marché : _____ Autre, spécifiez _____ |
| A lire pour la présentation de l'enquêteur et de l'enquête, et pour demander le consentement | |
| <p>Je fais partie d'une équipe du PAM. Nous menons actuellement une étude sur le CBT. Je souhaiterai vous poser quelques questions relatives à ce sujet. Notre entretien durera environ une trentaine de minutes. Votre participation est volontaire et vous pouvez décider de ne pas répondre à une ou plusieurs questions</p> <p>Pouvons-nous commencer ? Oui Non</p> | |

| Section 1: Caractéristiques générales du commerçant | | | |
|---|--|-------|--|
| 1.0 | Quel est votre principal domaine d'intervention ? | _ | 1. Produits alimentaires 2. Produits non-alimentaires (NFI, Abri, énergie, etc.) |
| 1.1 | Puissions-nous avoir votre numéro de téléphone ? | _ | 1. Oui 2. Non |
| | Entrez le numéro (vérifiez l'exactitude en relisant le numéro pour confirmation) | _____ | |
| 1.2 | Quand avez-vous démarré votre commerce ? | _ | 1. Il y a moins d'un an 2. Il y a entre 1 et 3 années 3. Il y a plus de trois années |
| 1.3 | Sexe du commerçant | _ | 1. Homme 2. Femme |
| 1.4 | Disposez-vous d'un registre de commerce ? | _ | 1. Oui 2. Non |
| 1.5 | Age du commerçant | _ _ | |

| | | | | |
|-------|--|-------------------------|---|----------------------------|
| 1.6 | Niveau d'éducation | _ | 1. Aucune 2. Primaire 3. Secondaire 4. Universitaire 5. Autre | |
| 1.7 | Quelle monnaie utilisez-vous principalement pour vos transactions ? | _ | 1. FCFA Centre 2. FCFA Ouest 3. Naira 4. USD 5. Autre | |
| 1.8 | A quelle(s) type(s) d'activité(s) commerciale(s) participez-vous [encercler les chiffres qui s'appliquent] | 1 | Achat aux commerçants, vente aux consommateurs (= détaillant) | |
| | | 2 | Achat aux commerçants, vente aux commerçants (= grossiste) | |
| | | 3 | Achat aux producteurs, vente aux commerçants (= collecteurs) | |
| | | 4 | Autre (préciser) : _____) | |
| | | 97 | Pas applicable | |
| | | 98 | Refus | |
| 99 | Ne sais pas | | | |
| 1.9 | Travaillez-vous pour votre compte ? | _ | 1. Oui 2. Non 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas | |
| 1.9.1 | Si oui, combien d'employé vous utilisez au total : _ _ | Combien d'hommes : _ _ | | Combien de femmes : _ _ |
| 1.9.2 | Si non, quelle est votre relation avec le propriétaire ? | _ | 1 = Employé ; 2 = Parent ; 3 = Associé ; 4 = Autre | |
| 1.10 | A combien estimez-vous le nombre de clients que vous avez eus pendant les 7 derniers jours ? | _ _ | | |
| 1.10. | La plupart était des hommes ou des femmes ? | _ | 1. Principalement des hommes 2. Principalement des femmes 3. Pareil 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas | |
| 1.11 | Où stockez-vous vos produits ? [encercler les chiffres qui s'appliquent] | 1 | Pas de stocks | |
| | | 2 | Dans mon magasin au marché | |
| | | 3 | Dans mon magasin hors du marché | |
| | | 4 | Dans un magasin public | |
| | | 5 | Dans un magasin appartenant à un autre commerçant | |
| | | 6 | A l'air libre | |
| | | 7 | Au domicile (magasin à domicile) | |
| | | 8 | Autre, spécifiez | |
| | | 97 | Pas applicable | |
| | | 98 | Refus | |
| 99 | Ne sais pas | | | |
| 1.12 | Si 1.11 = 2 ou 3, quelle est votre capacité de stockage en sac de 100 kg ? | Quantité [_____] | | |
| 1.13 | Quels produits vendez-vous ? [encercler les chiffres qui s'appliquent] | | Produits alimentaires | Produits Non-alimentaires |
| | | 1 | Mil | 1 Marmites n° 2 métallique |

| | | | | | |
|--|--|----|----------------|----|--|
| | | 2 | Sorgho | 2 | Marmites n°3 métallique |
| | | 3 | Maïs | 3 | Seau plastique 20 L |
| | | 4 | Riz importé | 4 | Bol en plastique |
| | | 5 | Riz local | 5 | Bidon vide de 20 L |
| | | 6 | Arachides | 6 | Savon Marseille |
| | | 7 | Niébé | 7 | Bouilloire en plastique (4 litres) |
| | | 8 | Ruminants | 8 | Couverture simple |
| | | 9 | Légumes | 9 | Petite Natte en plastique (2 places) |
| | | 10 | Tubercules | 10 | Corde en polystyrène |
| | | 11 | Racines | 11 | Rouleau Plastique noir |
| | | 12 | Repas préparés | 12 | Cordes en rotin |
| | | 13 | Poisson | 13 | Bois confection abri |
| | | 14 | Poulet | 14 | Kit gaz (Bouteille 6 kg, support, bruleur) |
| | | 15 | Fruits | 15 | Charbon sac de 50 kg |
| | | 16 | Viande | 16 | Bois de chauffe (fagot) |
| | | 17 | Autre | 17 | Mini Kit énergie solaire (panneaux, batteries) |
| | | 97 | Pas applicable | 97 | Pas applicable |
| | | 98 | Refus | 98 | Refus |
| | | 99 | Ne sais pas | 99 | Ne sais pas |

Section 2: Contraintes et capacité de réponse

| | | | |
|-----|--|----|--|
| 2.1 | Quelle est la plus grande difficulté dans l'exercice de votre commerce ? <i>[encercler le chiffre qui s'applique]</i> | 1 | Manque de capital propre |
| | | 2 | Manque de crédit/crédit trop cher |
| | | 3 | Qualité mauvaise ou variable du produit (offre) |
| | | 4 | Quantité insuffisante ou irrégulière du produit (offre) |
| | | 5 | Manque de moyen de transport |
| | | 6 | Mauvais état des routes, coût du transport trop élevé. |
| | | 7 | Insécurité |
| | | 8 | Manque de structure de stockage |
| | | 9 | Marges trop faibles (prix de vente trop bas, prix d'achat trop élevé) |
| | | 10 | Manque de pouvoir d'achat des clients (quantités achetées plus faible) |
| | | 11 | Restrictions commerciales (interdiction d'exporter...) |
| | | 12 | Non remboursement des dettes par les clients |
| | | 13 | Concurrence trop rude |
| | | 14 | Impôts ou taxes trop élevés |
| | | 15 | Assistance alimentaire |
| | | 16 | Taux de change |
| | | 17 | Charges sociales trop importantes |
| | | 18 | Exode ou transhumance des ménages |
| | | 19 | Problème foncier |
| | | 20 | Autre |
| 97 | Pas applicable | | |
| 98 | Refus | | |
| 99 | Ne sais pas | | |

| | | | |
|---|--|--------------------------|---|
| 2.2 | Supposons que la demande vient de doubler. Auriez-vous la capacité de répondre à cette demande, et en combien de temps ? | <input type="checkbox"/> | 1. Oui, dans une semaine ou moins 2. Oui, en moins de deux semaines 3. Oui, en moins d'un mois 4. Oui, mais après plus d'un mois 5. Non 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.3 | Avez-vous fourni des biens pour le Gouvernement ou pour les ONG ? | <input type="checkbox"/> | 1. Oui 2. Non |
| 2.3.1 | Si Oui jusqu'à quel montant ? | <input type="text"/> | F CFA |
| 2.4 | Pendant quelle période de l'année connaissez-vous le plus souvent des ruptures de stock ? | <input type="checkbox"/> | 1. Saison des pluies 2. Saison sèche 3. Récolte 4. Il n'y a pas eu de rupture de stocks l'année passée 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.5 | En cas de rupture de stock, avez-vous mis en place des stratégies inhabituelles pour cette période de l'année pour faire face à la hausse des prix engendrée et/ou aux problèmes d'approvisionnement ? | <input type="checkbox"/> | 1. Oui 2. Non, passez à la Section 3 97. Pas applicable, passez à Section 3 98. Refus, passez à Section 3 99. Ne sais pas, passez à Section 3 |
| 2.6 | Si 2.5 = 1, lesquelles des stratégies ? <i>[encercler les chiffres concernés]</i> | 1 | Recours à d'autres zones de production |
| | | 2 | Recours aux importations |
| | | 3 | Diminution des marges commerciales |
| | | 4 | Déstockage |
| | | 5 | Stockage |
| | | 6 | Changement de fournisseurs |
| | | 97 | Pas applicable |
| | | 98 | Refus |
| | | 99 | Ne sait pas |
| Section 3: Stockage, crédit et financement | | | |
| 3.1 | Quelle est votre principale source de financement ? | <input type="checkbox"/> | 1=Autofinancée 2= Famille, amis 3= Banque 4= Fournisseur 5= Client 6= Microcrédit/ONG 7= mes associés 8= Autre 97=Pas applicable 98= Refus 99= Ne sait pas |

| | | | |
|---|--|-----------|---|
| 3.2 | Disposez-vous d'un compte bancaire / institution de microfinance ? | [__] | 1. Oui 2. Non, passez à 3.5 97. Pas applicable, passez à 3.5 98. Refus, passez à 3.5 99. Ne sais pas, passez à 3.5 |
| 3.3 | Si oui, citez l'institution ? | _____ | |
| 3.4 | Si 3.2=oui, quelle est la distance qui vous sépare de l'Institution en km ? | _____ km | |
| 3.5 | Utilisez-vous les systèmes de transfert monétaire via les téléphones mobiles ? | | 1. Oui 2. Non 97. Pas applicable, passez à 3.5 98. Refus, passez à 3.5 99. Ne sais pas, passez à 3.5 |
| 3.6 | Si 3.5 = 2 Pourquoi ? | | 1. Pas de réseaux 2. Manque de confiance 3. Ignore l'existence de ces systèmes 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 3.7 | Faites-vous les achats/ approvisionnement à crédits ? | [__] | 1. Oui 2. Non 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 3.7.1 | Si 3.7 = 1, quelles sont les conditions de remboursement ? | [__] | 1. Après vente 2. Dans une semaine 3. Dans 2 semaines 4. Dans un mois 5. Pas de délai 6. Autre 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 3.8 | Pratiquez-vous la vente à crédit ? | [__] | 1. Oui 2. Non, passez à 3.9 97. Pas applicable, passez à 3.9 98. Refus, passez à 3.9 99. Ne sais pas, passez à 3.9 |
| 3.8.1 | Si 3.8 = 1, donnez la répartition de vos ventes totales qui se font à crédit ? <i>[insérer un % pour le crédit, un% au comptant, le total devant être 100%]</i> | | Crédit: [__]% des ventes Comptant: [__]% des ventes |
| Les questions suivantes sont pour les grossistes uniquement, passer à Section 4 si détaillant. | | | |

| | | | |
|---|--|---|---|
| 3.9 | Vous est-il arrivé de stocker des produits pour les revendre plus tard dans l'année ? | __ | 1. Oui 2. Non, passez à 3.11b 97. Pas applicable, passez à 3.11b 98. Refus, passez à 3.11b 99. Ne sais pas, passez à 3.11b |
| 3.9.1 | Si 3.9 = 1, | A1. Jusqu'à quelle quantité pouviez vous stocker ? _____ | A2. Combien de mois le stock a duré en moyenne ? __ Mois |
| Section 4: volumes et approvisionnement d'un produit alimentaire | | | |
| L'enquêteur doit sélectionner un produit local/national parmi les produits que le commerçant vend sur lequel les questions de cette section vont être posées | | | |
| 4.1 | Sélectionnez le produit principal pour les produits alimentaires | __ | Voir code 1.13 |
| 4.2 | Pour ce produit, avez-vous actuellement plus ou moins de clients comparés à Janvier 2016 | __ | 1. Plus 2. Moins 3. Même 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas |
| 4.3 | Quel est le volume estimatif de vos ventes par semaine pour le produit (en sac de 100 kg ? | _____ sacs de 100 kg | |
| 4.4 | Avez-vous changé de source de ravitaillement pour le produit depuis le début de votre activité ? | __ | 1. Oui 2. Non 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 4.5 | Si 4.4 = 1, quel a été le changement dans votre mode d'approvisionnement ? | __ | 1. Recherche d'un fournisseur dans une localité plus éloignée 2. Recherche d'un fournisseur dans une localité plus proche 3. Changement de fournisseur dans la même localité 4. Autre, spécifiez 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 4.6 | Si 4.4 = 1, citer la principale raison de ce changement | __ | 1. Meilleure récolte 2. Moins bonne récoltes 3. Plus de demande d'autres zones ou de l'étranger 4. Moins de demande d'autres zones ou de l'étranger 5. Plus d'offre provenant d'autres districts ou de l'étranger 6. Moins d'offre provenant d'autres districts ou de l'étranger 7. Plus de demande des consommateurs dans le district 8. Moins de demande des consommateurs dans le district 9. Marges en hausse 10. Marges en baisse |

| | | | |
|-----|--|-------|--|
| | | | 11. Moins de capital/crédit disponible pour le commerce 12. Plus de capital/crédit disponible pour le commerce 13. Plus de risque 14. Moins de risque 15. Restrictions commerciales ou douanières 16. Evolution de l'infrastructure (nouvelle route) 17. Insécurité 18. Arrivée de transhumants 19. Départ de transhumants 20. Le stockage est plus difficile 21. Le stockage est plus facile 22. Le transport est plus difficile 23. Le transport est plus facile 24. Autres (préciser : _____) 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 4.7 | Dans l'avenir (6 mois - 1 an), comment pensez-vous que la situation va évoluer ? | [___] | 1. Demande augmente 2. Demande diminue 3. Offre augmente 4. Offre diminue 5. Autre, spécifiez 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |

Section 5: volumes et approvisionnement d'un produit Non-alimentaire

L'enquêteur doit sélectionner un produit importé parmi les produits que le commerçant vend sur lequel les questions de cette section vont être posées

| | | | |
|-----|--|---------|--|
| 5.1 | Sélectionnez le produit principal importé | [___] | Voir code 1.13 |
| 5.2 | Pour ce produit, avez-vous actuellement plus ou moins de clients comparés à Janvier 2016 ? | [___] | 1. Plus 2. Moins 3. Même 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas |
| 5.3 | Quel est le volume estimatif de vos ventes par semaine pour le produit (en sac de 100 kg) ? | [_____] | sacs de 100 kg |
| 5.4 | Vos ventes du produit pendant la semaine passée ont augmenté, diminué ou sont restées stables par rapport à Janvier 2016 ? | [___] | 1. Augmentation de plus de 50% 2. Augmentation de 10-49% 3. Augmentation de 0-9% 4. Pas de changement 5. Baisse de plus de 50% |

| | | | |
|--------------------------|--|----|---|
| | | | 6. Baisse de 10-49% 7. Baisse de 0-9% 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas |
| 5.4.1 | Si le volume de vente est en augmentation, quelle en est le principal facteur ? | __ | Voir code 4.6 |
| 5.4.2 | Si le volume de vente est en baisse, quel en est le principal facteur ? | __ | Voir code 4.6 |
| 5.5 | Avez-vous changé de source de ravitaillement pour le produit depuis le début de votre activité ? | __ | 1. Oui 2. Non 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 5.6 | Si 5.5 = 1, quel a été le changement dans votre mode d'approvisionnement | __ | 1. Recherche d'un fournisseur dans une localité plus éloignée 2. Recherche d'un fournisseur dans une localité plus proche 3. Changement de fournisseur dans la même localité 4. Autre, spécifiez |
| 5.7 | Si 5.5 = 1, citer la principale raison de ce changement | __ | 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 5.8 | Dans l'avenir (6 mois - 1 an), comment pensez-vous que la situation va évoluer ? | __ | 1. Demande augmente 2. Demande diminue 3. Offre augmente 4. Offre diminue 5. Autre, spécifiez |
| Section 6 : Défis | | | |
| 6.1 | Quel est votre plus grand défi/obstacle pour votre activité à l'avenir ? | | _____ |
| 6.2 | Etes-vous à l'aise de discuter des problèmes d'activité commerciale en public ? | __ | 1. Oui, très à l'aise 2. Oui, à l'aise 3. Oui, mais c'est un peu difficile 4. Oui, mais c'est très difficile 5. Non, pas du tout 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sait pas |

| Commentaires | |
|--------------|-------|
| 1. | <hr/> |
| 2. | <hr/> |

A6. Questionnaire Transporteurs

A compléter avant l'entretien par l'interviewer

| | |
|-----|--|
| 0.3 | Date : __ __ / __ __ / 2017 <i>Jour</i> <i>Mois</i> |
| 0.1 | Nom enquêteur _____ |
| 0.2 | Nom répondant _____ |
| 0.4 | Nom du pays : <i>Niger</i> |
| 0.6 | Nom de la Région : <i>Diffa</i> |
| 0.7 | Nom de la commune : _____ |
| 0.8 | Nom de la ville ou village : _____ |
| 0.9 | Nom du marché : _____ Autre, spécifiez _____ |

A lire pour la présentation de l'interviewer et de l'enquête, et pour demander le consentement

Je m'appelle

Je fais partie d'une équipe du PAM. Nous menons actuellement une étude sur le CBT. Je souhaiterais vous poser quelques questions relatives à ce sujet. Notre entretien durera environ une trentaine de minutes. Votre participation est volontaire et vous pouvez décider de ne pas répondre à une ou plusieurs questions

Pouvons-nous commencer ? 1 = Oui 2 = Non |__|

| | | | |
|-----|--|---|------------------------------|
| 1.0 | Puissions-nous avoir votre numéro de téléphone ? | __ | 1. Non 2. Oui |
| | Entrez le numéro (vérifiez l'exactitude en relisant le numéro pour confirmation) | _____ | |
| 1.1 | Répondant homme __ | Répondant femme __ | |
| | Combien de véhicules sont venus sur le marché (y compris pickups) | | |
| | 1.2. Le jour du marché semaine dernière ? | 1.3 Le jour du marché, même période de l'an passé ? | |
| | __ | __ | |
| 1.4 | Quand est-ce que ces types de moyens de transport accèdent-ils à ce marché ? | 1.4.1 __ Camion de 30 tonnes | 1= Toute l'année |
| | | 1.4.2 __ Camion de 20 tonnes | 2= Seulement en saison sèche |
| | | 1.4.3 __ Camion de 10 tonnes | 3= Jamais |
| | | 1.4.4 __ Pickup | 97= Pas applicable |
| | | 1.4.5 __ Hors-bord | 98= Refus |
| 1.5 | Lesquels de ces moyens de transport sont les plus utilisés ? | 99= pas de réponse | |
| | | 1.5.1 __ Camion de 30 tonnes | |
| | | 1.5.2 __ Camion de 20 tonnes | |
| | | 1.5.3 __ Camion de 10 tonnes | |
| | | 1.5.4 __ Pickup | |
| | | 1.5.5 __ Hors-bord | |

| | | | | |
|------------|--|---|---|-----------------------------|
| 1.6 | 1.6.1 D'où viennent principalement les produits que vous transportez sur ce marché-ci ? | ____ | 1. Même département (admin 2) 2. Même Région 3. Autres Régions du pays..... 4. Nigéria 5. Tchad 6. Autres pays (à préciser)..... 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | |
| | 1.6.2 Quelle est la distance (km) de ce marché d'approvisionnement par rapport à ce marché-ci ? | ____ km | | |
| 1.7 | Précisez les informations suivantes relatives au coût et au temps de transport depuis le marché d'embarquement ? | | | |
| | En 2016 | Monnaie 1. FCFA Centre 2. FCFA Ouest 3. Naira 4. Autres (préciser) | Coût par unité transportée | Temps de parcours en heures |
| | Saison des pluies | ____ | ____ | ____ |
| | Saison sèche | ____ | ____ | ____ |
| 1.8 | Quel est le montant des taxes et prélèvements qu'un transporteur doit payer sur cet axe ? | | | |
| | 1.8.1 Monnaie 1. FCFA Centre 2. FCFA Ouest 3. Naira 4. Autres (à préciser) | 1.8.2 Montant | 1.8.3 Type de véhicule 1. Camion 30 tonnes 2. Camion 20 tonnes 3. Camion 10 tonnes 4. Pick-up 5. Autre | |
| | ____ | ____ | ____ | |
| 1.8.4 | Combien de postes de contrôle formels y a-t-il en tout sur cet axe ? | ____ | | |
| 1.8.5 | Combien de postes de contrôle informels y a-t-il en tout sur cet axe ? | ____ | | |
| 1.9 & 1.10 | Précisez les informations suivantes relatives au coût et au temps de transport depuis le marché d'embarquement ? | | | |
| | | Monnaie 1. FCFA Centre 2. FCFA Ouest 3. Naira 4. Autres (à préciser)..... | Coût par litre de carburant acheté | Temps de parcours en heures |
| | Janvier 2016 | ____ | ____ | ____ |
| | Janvier 2017 | ____ | ____ | ____ |

| | | | |
|----------------------------|--|----------|--|
| 1.11 | Quelles sont les principales contraintes à la bonne marche de votre activité ? (Cochez les réponses correspondantes) | 1 ____ | Insécurité/ couvre-feu |
| | | 2 ____ | Mauvais état des routes |
| | | 3 ____ | Disponibilité ou prix du carburant |
| | | 4 ____ | Pas assez de fret retour |
| | | 5 ____ | Pas assez de demande de transport |
| | | 6 ____ | Manque de crédit |
| | | 7 ____ | Tâches domestiques |
| | | 8 ____ | Autre (préciser) |
| | | 97 ____ | Pas applicable |
| | | 98 ____ | Refus |
| 99 ____ | Ne sait pas | | |
| 1.12 | En cas d'insécurité, quelle est la stratégie mise en place ? | ____ | 1= arrêt du transport 2= changement d'itinéraires 3= changement du moment des transports 4= autres, spécifiez 97= Pas applicable 98= Refus 99= Ne sait pas |
| 1.13 | Quels sont les principaux défis pour les chauffeurs ? | _____ | |
| COMMENTAIRES | | | |
| 1. 2. 3. 4. 5. | | | |

A7. Questionnaire Marché

A compléter avant l'entretien par l'enquêteur

| | |
|-----|--|
| 0.1 | Date : __ __ / __ __ / 2017 <i>Jour</i> <i>Mois</i> |
| 0.2 | Nom enquêteur _____ |
| 0.3 | Nom du pays : <i>Niger</i> |
| 0.4 | Nom de la Région : <i>Diffa</i> |
| 0.5 | Nom du département : _____ |
| 0.6 | Nom de la commune : _____ |
| 0.7 | Nom de la ville ou village : _____ |
| 0.8 | Nom du marché : _____ Autre, spécifiez _____ |

A lire pour la présentation de l'enquêteur et de l'enquête, et pour demander le consentement

Je m'appelle

Je fais partie d'une équipe du PAM. Nous menons actuellement une étude sur le CBT. Je souhaiterais vous poser quelques questions relatives à ce sujet. Notre entretien durera environ une trentaine de minutes. Votre participation est volontaire et vous pouvez décider de ne pas répondre à une ou plusieurs questions

Pouvons-nous commencer ? 1 = Oui 2 = Non |__|

SECTION 1 : STRUCTURE DU MARCHÉ ET INFLUENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES

| | | | | | | | | | |
|--|--|--------------|----|----------------------------|---------------------------------------|----|-------|---------------|--|
| 1.1 | Répondant homme __ | | | Répondant femme __ | | | | | |
| 1.2 | Combien de détaillants (= qui vendent aux consommateurs) sont actifs le jour le plus animé du marché la semaine dernière ? | | | | | | | | |
| | 1.2.1 | Total | | 1.2.2 | Hommes | | 1.2.3 | Femmes | |
| 1.3 | Combien de grossistes (= qui vendent à d'autres commerçants) sont actifs le jour le plus animé du marché la semaine dernière ? | | | | | | | | |
| | 1.3.1 | Total | | 1.3.2 | Hommes | | 1.3.3 | Femmes | |
| 1.3 & 1.4 | Sur ce marché, comment sont fixés les prix de vente ? | | | | | | | | |
| | 1.3. La semaine dernière | | | | 1.4. En 2015 à la même période | | | | |
| | Mil | | __ | | Mil | | __ | | |
| | Riz importé | | __ | | Riz importé | | __ | | |
| | Maïs | | __ | | Maïs | | __ | | |
| | Niébé | | __ | | Niébé | | __ | | |
| | Bétail | | __ | | Bétail | | __ | | |
| | Bâches | | __ | | Bâches | | __ | | |
| | Bidons 20 L | | __ | | Bidons 20 L | | __ | | |
| | Marmites N° 3 | | __ | | Marmites N° 3 | | __ | | |
| Nattes plastiques 2 places | | __ | | Nattes plastiques 2 places | | __ | | | |
| Couvertures simples | | __ | | Couvertures simples | | __ | | | |
| Codes pour 1.3 & 1.4 : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les prix sont fixés par un agent de l'état 2. Les prix sont fixés par plusieurs grossistes sur les marchés 3. Les prix sont fixés par plusieurs grossistes extérieurs au marché 4. Les prix sont fixés par un grossiste sur le marché 5. Les commerçants se concertent pour fixer un prix minimum ou une fourchette de prix 6. Chaque commerçant détermine son propre prix | | | | | | | | | |

| | | | |
|-------------|---|---|--|
| | | <p>7. Les prix sont fixés par rapport à ceux d'un autre marché</p> <p>8. Les prix sont fixés par des associations de commerçants</p> <p>9. Autre (préciser)</p> <p>97= Pas applicable</p> <p>98= Refus</p> <p>99= Ne sait pas</p> | |
| 1.5 | Est-il facile d'ouvrir un nouveau commerce dans ce marché ? (Non= 1 ; Oui = 2 ; 97 = Pas applicable ; 98 = Refus ; 99 = Ne sais pas) | | __ |
| 1.5.1 | Si non, pourquoi _____ | | |
| 1.5.2 | Et pour les hommes ? _____ | | |
| 1.5.3 | Et pour les femmes ? _____ | | |
| 1.6 | Le montant des taxes, impôts ou prélèvements a-t-il changé par rapport à l'an passé ? | __ | <p>1. Il faut payer plus de taxes</p> <p>2. Il faut payer moins de taxes</p> <p>3. Pas de changement</p> <p>97. Pas applicable</p> <p>98. Refus</p> <p>99. Ne sais pas</p> |
| 1.7 | Comment ont évolué les infrastructures de stockage dans ce marché par rapport à l'an passé ? | __ | <p>1. Amélioré</p> <p>2. Dégradé</p> <p>3. Pas de changement</p> <p>97. Pas applicable</p> <p>98. Refus</p> <p>99. Ne sais pas</p> |
| 1.8 | Quelle est la quantité maximale de céréales pouvant être stockée sur ce marché ? | __ | En tonnes |
| 1.9 | Quelle est la quantité de céréales actuellement stockée sur ce marché ? | __ | En tonnes |
| 1.10 | Les interventions de l'état et de ses partenaires (ventes à prix social, boutiques témoins, distributions de vivres, etc.) ont-elles une influence sur le comportement des commerçants de ce marché ? | __ | <p>1. Non</p> <p>2. Oui</p> <p>97. Pas applicable</p> <p>98. Refus</p> <p>99. Ne sais pas</p> |
| 1.10 Spec | Si oui, décrire comment | | _____ |
| 1.11 | Les commerçants rencontrent-ils des difficultés liées au taux de change ? | __ | <p>1. Non</p> <p>2. Oui</p> <p>97. Pas applicable</p> <p>98. Refus</p> <p>99. Ne sais pas</p> |
| 1.11 spec | Si oui, quelles difficultés ? | | _____ |
| 1.11 spec-h | Pour les hommes ? | | _____ |
| 1.11 spec-f | Pour les femmes ? | | _____ |
| 1.12 | Les commerçants rencontrent-ils des difficultés liées aux déplacements des populations ? | __ | 3. Non |

| | | | |
|--------------------|-------------------------------|-------|--|
| | | | 4. Oui 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 1.12 spec | Si oui, quelles difficultés ? | _____ | |
| 1.12 spec-h | Pour les hommes ? | _____ | |
| 1.11 spec-f | Pour les femmes ? | _____ | |

SECTION 2 : ACCES PHYSIQUE AUX MARCHES

| | | | |
|------------|---|-----------------------------|---|
| 2.1 | Le marché est-il accessible tout au long de l'année ? | _____ | 1. Non 2. Oui 3. Oui mais pas pour tous les moyens de transport 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.2 | D'où est-ce que les visiteurs du marché viennent ? (quelles communautés, villages, villes etc.) | | |
| 2.3 | Comment est-ce que le nombre de personnes qui fréquentent le marché a changé depuis juin 2016 ? | _____ | 1 = diminution 2 = augmentation 3 = pas de changement 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.4 | Est-ce qu'il y a des personnes qui n'ont pas accès au marché ? | _____ | 1. Non 2. Oui 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.5 | Si oui, lesquelles ? | | 1= personnes vivant avec handicap 2 = déplacés et réfugiés 3 = autres (à préciser) ----- |
| 2.6 | Pour quelles raisons (3 principales raisons) ? | _____ _____ _____ | 1 = considérations culturelles 2 = insécurité 3 = Conflits intercommunautaires 4 = manque de moyens financiers 5 = moyens de transport/déplacement 6 = Autres (à préciser) |
| 2.7 | Est-ce que le marché est accessible par... ? | _____ | 1. une route bitumée 2. une piste 3. une piste non aménagée 4. une voie fluviale 5. Autres, préciser : _____ 97. Pas applicable 98. Refus |

| | | | |
|-----------|---|-----------------------------|---|
| | | | 99. Ne sais pas |
| 2.8 | Qu'est-ce qui entrave fréquemment l'accès à ce marché ? | _____ | 1. des check-points 2. des incidents de sécurité 3. des conditions météorologiques (crues, etc.) 4. Autres, préciser _____ 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.9 | Comment est-ce que le nombre de commerçants qui fréquentent le marché a changé depuis juin 2016 ? | _____ | 1 = diminution 2 = augmentation 3 = pas de changement 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.10 | Pour quelles raisons (3 principales raisons)? | _____ _____ _____ | 1 = considérations culturelles 2 = insécurité 3 = conflits intercommunautaires 4 = moyens de transport/déplacement 5 = déplacement populations 6 = Autres (à préciser) |
| 2.11 | Le marché fonctionne-t-il tout au long de l'année ? | _____ | 1. Oui 2. Non 3. Oui, mais pas avec un volume de transactions très stable 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.11 spec | si 2 ou 3, Quelles sont les périodes creuses ? | _____ | |
| 2.12 | Le marché est-il visité par tous types de groupes ethniques ? | _____ | 1. Non 2. Oui 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |
| 2.13 | Le marché est-il visité par tous types de communautés religieuses ? | _____ | 1. Non 2. Oui 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas |

SECTION 3 : DISPONIBILITE ET PRIX

| Code Produits | Produits | 3.1 Est-ce que le produit suivant est vendu sur ce marché ? 1. Non 2. Oui 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | 3.2 Qui le vendent généralement ? 1. Principalement les hommes 2. Principalement les femmes 3. Pareil 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | 3.3 D'où vient ce produit ? 1. Même département (admin 2) 2. Même Région 3. Autres Régions du pays..... 4. Autres pays 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | 3.4 Comment est le niveau de l'offre de ce produit sur le marché comparé à la même période l'année passée ? 1. Identique 2. Augmenté 3. Diminué 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | 3.5 Si différent, dites pourquoi ? 1. Application/Levée des mesures de contrôle de sortie dans les zones 2. Ouverture/fermeture des frontières 3. Augmentation/ Diminution de la demande 4. Forte/faible demande d'autres zones 5. Autres spécifiez..... 97. Pas applicable 98. Refus 99. Ne sais pas | 3.6 A combien ce produit est vendu cette semaine ? | | |
|---------------|-----------------------------|---|--|--|--|---|---|---------|--|
| | | | | | | | Monnaie 1. FCFA Centre 2. FCFA Ouest 3. Naira 4. Autres (à préciser) | Montant | Unité 1. Coro 2. Sac 100kg 3. Sac 50kg 4. Kg 5. 500g 6. 250g 7. Litre 8. Tasse 9. Tête 10. Unité 11. Autre..... 12. Pas applicable 13. Refus 14. Ne sais pas |
| P.01 | Mil | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.02 | Riz importé | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.03 | Maïs | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.04 | Niébé | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.05 | Bétail | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.06 | Bâches | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.07 | Bidons 20 L | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.08 | Marmites N° 3 | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.09 | Nattes plastiques 2 places | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |
| P.10 | Couvertures, pagnes, habits | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | <input type="text"/> | | | |

P.11 Si la population affectée par le déplacement recevrait un appui en espèces, quel effet pensez-vous aurait cet appui sur la situation du marché ?

P.12 Si la population affectée par le déplacement recevrait un appui en espèces, est-ce qu'il y aurait des biens mentionnés que le marché ne pourrait pas fournir ?

1 = oui ; 2 = non | _____ |

Si non Pourquoi ?

| Coordonnées GPS | |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Latitude : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ | 2. Longitude : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ |
| Commentaires | |
| 1. | |
| 2. | |
| 3. | |
| 4. | |
| 5. | |

